

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Pourquoi
tant crier pour
l'Autriche quand
on tolère
l'assassinat
de l'Espagne ?

L'UNION SACRÉE C'EST LA GUERRE

UNE SEULE RIPOSTE AU FASCISME

La levée du blocus

En annexant de la façon brutale qui lui est propre l'Autriche au Reich allemand, Hitler a permis aux partis marxistes de se rapprocher davantage encore de la bourgeoisie, d'intensifier la vague de chauvinisme, de réaliser effectivement l'union sacrée.

Blum a échoué dans sa tentative de constituer un gouvernement d'union sacrée, mais les ouvriers guidés par la II^e et la III^e Internationale étaient avec lui et ils ne protestent pas quand le chef de la S.F.I.O. manifeste son désir de tenter à nouveau et de réussir son expérience.

Le sentiment antifasciste du prolétariat, adroitement exploité par ses chefs, détourné de son véritable sens, le mène directement à la guerre.

Il n'est pas prématuré de dire que, si le Führer recommençait actuellement en Tchécoslovaquie le coup qui vient de réussir aussi parfaitement en Autriche, le prolétariat, à l'exception de l'infime minorité révolutionnaire, se porterait, d'un seul bloc, aux côtés de sa bourgeoisie.

Il est hors de doute que ni le capitalisme anglais ni surtout le capitalisme français tenu par ses accords et par ses intérêts ne toléreraient l'envahissement de la Tchécoslovaquie et auraient immédiatement recourus à une intervention armée.

A cet effet, les chefs des partis de gauche préparent activement le terrain.

Nous ne saurions, disent-ils, laisser le fascisme s'imposer en Europe Centrale. La Tchécoslovaquie est une nation démocratique, si elle était directement menacée, nous devrions immédiatement nous porter à son secours.

JACQUES SANVIGNES.

(Voir la suite en 6^e page.)

Elle se réalise dans la défaite du prolétariat

La semaine a été fertile en événements, en trahisons et en enseignements. L'occupation de l'Autriche et la réalisation de l'Union sacrée, le refus des « nationaux » d'y participer, la honteuse capitulation des partis ouvriers et des organisations syndicales, voilà de quoi ouvrir les yeux des plus aveugles.

On aurait pu croire lors de la constitution d'un cabinet d'union nationale que les partis de droite allaient collaborer. Disons le tout net : en refusant, les représentants de la bourgeoisie française ont manqué de sens politique. La participation communiste qui les effrayait n'eût offert pour eux qu'avantages : fin des revendications ouvrières et abolition des conquêtes sociales. C'était le coup de grâce à « l'esprit » des grèves de juin.

La défense nationale eût été le leitmotiv stalinien grâce auquel les 40 heures fussent mortes légalement et totalement. MM. Flandin et Marin n'ont pas compris. Ils ont négligé l'efficacité du chloroforme qu'eût déversé sur les masses un ministre du Travail communiste. Ils ont manqué le coche.

Sans doute ont-ils espéré que devant leur intransigence Blum allait capituler et leur abandonner les rênes. Aveuglés par leur haine des ouvriers et leur désir de prendre une éclatante revanche des occupations d'usines de juin 36, ils n'ont envisagé que restaurer l'autorité du patronat de droit divin. Ils n'ont pas compris

que l'anesthésiant communiste était supérieur aux coups de caveçon du Sénat.

Piqué au vif, Blum s'est entêté et a formé son ministère. Si les minorités nationales n'y figurant point ne peuvent participer à l'étouffement de la lutte des classes, le résultat est en fait le même. Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui cessent le contrat. Ce sont eux-mêmes qui sacrifient les 40 heures et décrètent la trêve entre Français. Le taureau stupide s'hypnotise sur la muleta et ne voit pas le toréador. La muleta, c'est Hitler.

Ainsi donc, c'est le monde renversé. C'est le prolétariat, celui qui n'a rien à défendre et

qui fait les frais de la guerre qui donne des leçons de patriotisme à sa propre bourgeoisie. C'est celle-ci de son côté qui donne au prolétariat une leçon d'esprit de classe.

Par la voix du bureau de la C.G.T., les ouvriers « affirment leur volonté de contribuer activement à l'organisation de la défense du pays ».

Comme l'écrit l'Œuvre, qui s'en réjouit : « Devant les menaces hitlériennes et fascistes, la France républicaine osera-t-elle d'être défendue ? »

Les ouvriers ont répondu : Oui ! MM. Gignoux, Flandin, etc., semblent dire, eux, qu'il n'y a pas de défense nationale en pays de 40 heures, de congés payés et de délégués syndicaux.

La bourgeoisie se fout de la Patrie et ne lui sacrifie jamais ses intérêts de classe.

Le prolétariat, trahi par des chefs dont le nom restera à jamais entaché d'infamie, croit encore à la divinité du Moloch.

Le plus triste est que le prolétariat se flatte de la leçon de patriotisme qu'il donne au lieu de faire son profit de la leçon de lutte de classe qu'il reçoit.

Pour nous, tous nos efforts doivent tendre à remonter le courant. Arriverons-nous à faire stopper le troupeau avant qu'il ne franchisse la grille des abattoirs ?

POUR AIDER...

les Antifascistes
ESPAGNOLS venez tous à la
FÊTE de la
S.I.A.
MUTUALITÉ

Voir le Programme en 4^e page

L'Anschluss est fait

Nous ne sommes pas de ceux qui feignent de se voiler la face devant le coup de force hitlérien. Les voilà qui se lamentent et qui crient au scandale parce que les corps nazis et la Reichswehr sont entrés en Autriche et ont, du même coup, mis par terre le fragile Etat danubien dont la façade mal tressée, ne faisait plus illusion à personne. Ces pharisiens oublient de balayer devant leur porte. Faut-il leur rappeler que l'usage de la violence n'est pas le privilège du gouvernement allemand, que le nôtre, en particulier, sait à propos s'en servir quand les intérêts de l'impérialisme français sont menacés ? Notre plus récente histoire coloniale, celle qui s'écrit avec le sang des indigènes de Meknès et de Metlaoui, en est la meilleure des preuves.

Certes, le triomphe de Hitler nous émeut. Nous en savons à l'avance les sinistres contre-parties. Après l'heure des apothéoses et des défilés spectaculaires, nous savons que s'abattra sur l'Autriche la terrible répression nationale-socialiste, avec ses fureurs antisémites, ses camps de concentration, ses proscriptions et ses meurtres légalisés. C'est cette violence-là que nous jugeons détestable. Et ce que nous déplorons, c'est que le prolétariat de Vienne, écrasé le 12 février 1934 par ceux-là mêmes qui détenaient hier le pouvoir, n'ait pu jouer sa carte à la faveur des événements actuels. Mais nous n'aurons pas une trace de sympathie pour les Schuschnigg et consorts, hommes politiques sans honneur, patriotes à la solde de l'étranger, qui ne surent faire preuve d'énergie qu'en mitraillant des ouvriers, des femmes et des enfants et qui, comptant sur l'amnistie de l'oubli, lançaient, hier, un appel au secours aux survivants de leur odieux massacre. Ces héros d'opérette et ces pantins sanglants méritent leur destin.

LASHORTES.

(Voir la suite en 6^e page.)

UNION ANARCHISTE -- FÉDÉRATION PARISIENNE

HALTE A LA GUERRE ! HALTE A L'UNION SACRÉE ! et au secours de l'Espagne

De tous les côtés, les menaces de guerre pèsent sur le monde. Hitler continue sa politique de coups de force et occupe l'Autriche. L'intervention des puissances fascistes se poursuit en Espagne. Dans notre pays les partis dits ouvriers capitulent et réalisent l'Union Sacrée. Le prolétariat ne doit pas les suivre dans cette voie. Nous ne devons jamais oublier que la guerre est toujours la défaite de la classe ouvrière, que notre ennemi est chez nous. Contre le fascisme ?... Oui, par tous les moyens, sauf la guerre impérialiste.

Il n'est que temps de se dresser contre l'horrible massacre qui se prépare. Mais comment lutter ?...

C'est ce que vous diront les anarchistes au GRAND MEETING

qui aura lieu le LUNDI 21 MARS à 20 h. 30, Grande salle de la Mutualité, rue St-Victor (Métro : Maubert-Mutualité).

Orateurs :

Servant, Patorni, Doutreau, Coudry, Frémont, Huart, Sébastien Faure

Participation aux frais : 2 francs. — Chômeurs : 1 franc.

SERVICE D'ORDRE :

Tous les camarades de l'U.A. et de la J.A.C. seront à la Mutualité à 19 h. 30 précises pour assurer le service d'ordre.

Tous debout contre la guerre

L'occupation de l'Autriche par Hitler vient de nouveau d'assombrir l'horizon. Les menaces de guerre pèsent sur le monde. Une préparation psychologique intense est faite. Les partis dits ouvriers n'attendent pas même comme en 1914 que la guerre soit déclarée pour capituler. Ils se précipitent eux-mêmes dans les bras de la bourgeoisie. L'Union sacrée est moralement faite.

Allons-nous revoir les années tragiques de 1914-18 ?... Nous ne voulons pas croire que vingt ans à peine après la dernière guerre l'odieux souvenir soit déjà oublié et que ceux qui ont vécu pendant quatre années dans la boue des tranchées, guettés constamment par la mort, voyant à côté d'eux succomber leurs camarades, soient prêts de nouveau à mener cette existence, soient prêts à y pousser leurs enfants.

La guerre ne doit pas être acceptée. Il n'est que temps que tous les opposants se groupent, et engagent une action contre le fléau qui menace. Nous devons sans relâche alerter l'opinion publique. Il est encore temps d'enrayer le courant de chauvinisme que tous les partis tentent de créer.

Notre Union Anarchiste peut se targuer d'avoir été la première à s'y dresser. Un numéro spécial du « Libertaire », qui a été diffusé à plus de 30.000 exemplaires, a été tiré à l'annonce qu'un gouvernement d'Union nationale se constituait.

Un meeting a été rapidement organisé, il aura lieu lundi à la Mutualité. Il n'est pas un anarchiste, pas un sympathisant, pas un lecteur du « Libertaire », pas un pacifiste, qui restera chez lui ce soir-là.

Dans les circonstances présentes ne pas venir manifester avec nous sa haine de la guerre, c'est se rendre complice des capitalistes d'Union sacrée. Donc tous lundi à la Mutualité.

L'UNION ANARCHISTE.

Le fascisme rouge en décomposition

J'ai rencontré par hasard, sur la plateforme d'un autobus, un communiste cent-pour-cent.

Comme s'il eût discoursé en réunion publique, le bonhomme pérorait à voix haute ; il désirait évidemment qu'on l'écoute.

J'eus tôt fait de trouver sa place dans cette « espèce » communiste qui approuve aveuglément tout ce que disent, écrivent et font les Responsables du Grand Parti des Masses.

Se permettre de critiquer, de discuter et même de chercher à comprendre les faits et gestes du Chef génial et bien-aimé et des hommes de confiance qui l'entourent, ce serait, pour un specimen de l'espèce en question, commettre le péché mortel de mettre en doute l'infaillible clairvoyance, le désintéressement, le loyalisme et le dévouement sans bornes de ces surhommes.

(Dans les villages perdus au fin fond de la campagne, on trouve de vieilles bigotes qui possèdent la même stupéfiante foi dans tout ce que peut dire et faire leur curé.)

Je tombais bien : le bavard parlait du récent procès de Moscou et, sur un ton sans réplique il dégoisait les ahurissantes calembredaines que l'Huma vient de servir, à cette occasion, à ses pitoyables lecteurs.

Je vous fais grâce de ces âneries : elles sont archiconnues et n'ont même pas l'attrait de la nouveauté, car elles ont été proférées lors de tous les procès du même genre qui ont précédé le dernier en date.

Ce défilé d'inepties était à la fois si extravagant et si stupide qu'il m'eût paru ridicule d'avoir l'air de prendre au sérieux des absurdités de ce calibre.

Au surplus, j'étais arrivé à destination. Je quittai l'autobus.

SEBASTIEN FAURE

(Voir la suite en 6^e page.)

DU BLÉ POUR L'ESPAGNE
ET DES ARMES

Les syndicats, leur attitude et le moment politique actuel

Quoi qu'il ne soit pas superflu de rafraîchir la mémoire à ceux qui l'ont perdue, nous ne reviendrons pas sur ce qu'ont fait les syndicats dans la lutte contre le fascisme. En synthèse ils ont évité le triomphe du fascisme en juillet 1936. Les syndicats ont sauvé l'économie d'une syncope fatale : les syndicats ont créé et sont en train de vivifier le plus essentiel de la production dans les circonstances que nous traversons : les industries de guerre.

Produit-on, fait-on rendre le maximum au travail en obtenant le maximum de rendement que la guerre nous impose ? Ces questions se forment sur différents tons, mais coïncident avec l'intention de ceux qui, à jet continu, préconisent les solutions absolues, infaillibles pour liquider la « paresse », le manque d'esprit de sacrifice, etc., dont font preuve les travailleurs et, pour parler clair, les syndicats, ou plutôt certaines zones syndicales. Dans certains journaux et de préférence de la part de ceux qui ne représentent aucun parti ou organisation antifasciste, l'on insiste fortement pour juger le problème du travail, de la production défective, sous l'angle antisindical que nous avons déjà signalé. Et certains indiquent déjà des solutions de force, laissant entendre ce qu'ils n'osent pas dire avec clarté, insinuant que l'époque de « remédier » aux maux qui prospèrent sous l'obédience des syndicats est arrivée.

Nous ne pourrions pas dire ce que nous pensons avec plus de précision et la netteté que notre camarade Vazquez, secrétaire du Comité National de la C. N. T. s'exprime au cours du plénum économique organisé dernièrement par la C. N. T. C'est pour cela et pour des raisons facilement compréhensibles que nous allons reproduire ce qui fut publié alors, mais qui est toujours d'actualité face aux attaques dont sont l'objet les syndicats.

RAPPELEZ-VOUS...

« Quand nous sommes accourus, dit le camarade Vazquez, pour demander des matières premières, pour réaliser une surproduction, l'on n'a pas voulu nous recevoir, quand notre but était de valoriser les produits et d'élever l'économie écroulée, conséquence de la trahison du 19 juillet 1936, l'on nous a refusé parce que nous étions une fédération d'industries, une organisation collective qui allait solliciter ce qui était indispensable afin d'obtenir un bénéfice pour cette même économie.

« Et l'on nous a refusé toute aide et coopération. L'on ne peut nous rendre responsables ni des syndicats, si l'économie espagnole n'est pas dans de meilleures conditions, et nous alors au cours de ce plénum montrer que nous sommes capables de vaincre, nous allons examiner l'œuvre passée et établir les bases pour l'avenir.

Voici l'une des réponses que nous rappelons aux détracteurs des syndicats et de leur œuvre. Une autre, et plus élogieuse que toutes celles qui pourraient nous servir d'arguments, si l'on veut bien nous le permettre, réside dans la conduite suivie par ceux qui, loin de reconnaître la fonction et la force du prolétariat organisé, ont essayé par tous les moyens de l'éliminer des responsabilités de premier plan dans notre guerre révolutionnaire. Et au sommet des difficultés et pièges placés sur le chemin constructif des syndicats, au sommet des circonstances politiques qui ont situés les syndicats et leurs créations économiques dans une situation que nous considérons tous, nous devons ajouter une suggestion capable de faire méditer un peu les critiques, ceux qui préconisent ou tentent de créer une ambiance contraire aux droits les plus sacrés du prolétariat. Cette suggestion est aussi une de nos réponses, obligées que nous sommes, à parler face à la réalité, et en limitant notre langage à ce que nous permet la guerre !

Voici : La C. N. T. vers qui sont dirigées toutes — ou la plus grande part — des critiques parce que nous savons bien qu'elles naissent et prospèrent toutes les campagnes antisindicales, vient de réaliser un plénum, un plénum dont le caractère et les objectifs ont retenu l'attention de tous, même de ceux qui simultanément n'accorder aucune importance à un plénum qui ne s'est pas signalé par des discours de meetings ni par des paroles ardentes et des vociférations.

« Ce plénum n'a voulu qu'examiner l'œuvre passée et établir les bases pour l'avenir. Ne serait-il pas opportun que ceux qui parlent tant des syndicats et de leur incompétence

étudient les débats, les accords et les déclarations finales de cette réunion ou étaient représentés un million sept cent mille travailleurs ? »

AVERTISSEMENT

Les syndicats ne sont pas allés à la remorque des passions politiques. Avec la C. N. T. en marge du gouvernement, les travailleurs ont su accomplir leur mission. Les vieilles méthodes de provocation n'ont pas été capables de leur faire perdre la tête, ni aux ouvriers, ni aux paysans (comme en mai 1937). Eux, comme les combattants qui ont le même idéal, ont continué à leur poste de combat. Ce n'est pas leur faute si loin de recevoir l'appui que leur œuvre méritait, ils ont été traités comme nous le disons ci-dessus. Pour gagner la guerre sur le fascisme, le prolétariat confédéral est prêt à tous les sacrifices.

« Ce qui est nécessaire, c'est que tous se rappellent que pour toutes les patiences il y a des limites, et que le lion confédéral pourrait aussi se fatiguer. Ce qui est urgent, c'est que l'esprit de confiance et le respect, renaissent au cœur du prolétariat, que le soulèvement de juillet soit à nouveau le puissant stimulant des masses productrices. Ceci ne dépend pas de nos organisations. Cela dépend du traitement que leur donneront ceux qui, exigeant des devoirs, ne reconnaissent aucun droit. Cela dépend de la loyauté dont on fera preuve avec un mouvement qui méconnaît les appels du pouvoir, et seulement lutte et vit pour la victoire du peuple, pour la victoire de la révolution espagnole.

« Les erreurs et imperfections de notre économie seront corrigées et améliorées par les travailleurs eux-mêmes et leurs syndicats. Le reste concerne les autres, principalement ceux qui critiquent les syndicats, les mêmes qui ont inventé — absurde théorie — que les organisations prolétariennes doivent seulement travailler et obéir, parce que la direction ne doit être qu'entre leurs mains à eux, les politiciens. Qu'il y ait une organisation majoritaire, comme la C. N. T. qui n'obéit à aucune directive et n'est représentée par aucun parti, cela est inadmissible pour eux. (De Tierra y Libertad).

NOS CONCLUSIONS

Puisque nous en sommes sur la question économique, nous dirons que les deux centrales syndicales C. N. T. et U. G. T. tiennent tous les jours des conférences afin que des propositions de chacune d'elles puissent sortir un accord de base. Nous en reparlerons au moment opportun, quand nous pourrions donner des textes et les développer. Toute la presse anarchiste et confédérale est unanime à souhaiter un accord.

L'Espagne traverse une dure période militaire, les armements sont si supérieurs que les fascistes ont avancé.

Il serait vain de se le dissimuler.

Une fois de plus, nous, anarchistes français, réitérons, après la synthèse du papier de Tierra y Libertad, à nos camarades espagnols, combien nous sommes à leurs côtés, combien nous suivons avec intérêt et nous aidons de toutes nos forces et pour le mieux. A Paris, le monopole de la compréhension n'est pas le privilège de quelques-uns, et il n'est pas besoin d'être un brillant esprit pour juger la gravité de la guerre et de la révolution. Nous sommes antifascistes, dans toute l'acception du mot. Nous considérons comme criminel dans les circonstances que vous traversez, camarades espagnols, ceux qui, ainsi que vous mêmes l'indiquent — en l'occurrence appelons-les par leur nom — il s'agit des communistes — agissent d'abord pour détruire tout ce qui n'est pas dans la pure doctrine stalinienne. Il vous fallait une union absolue, sans fissure. Nous approuvons vos efforts pour en finir avec la lutte intestine quand Franco avance en Aragon : nous voudrions que les résultats de vos efforts ne soient pas nuls dans la classe ouvrière parisienne, ceci grâce à un travail efficace et psychologique. Nous voudrions en un mot que tous les partis ouvriers français fassent comprendre à leur gouvernement et par une attitude compréhensive que la non-intervention doit cesser immédiatement. Notre attitude reste pacifiste quant à la guerre mondiale et nous sommes résolument à vos côtés pour en finir avec la non-intervention. Souhaitons que les prochains votes au parlement des partis communiste et socialiste, ne soient pas une fois de plus dirigés contre vous, qu'enfin les partis ouvriers français, tout en vous aidant d'une part, ne vous poignardent pas de l'autre.

M. G.

LA C.N.T. et l'U.G.T. POUR L'UNITÉ

Le salut de l'Espagne est en nous

Nous sommes heureux d'annoncer à nos camarades que l'unité d'action entre les deux centrales syndicales C.N.T. et U.G.T. est un fait accompli. Il ne s'agit pas d'unité organique, entendons-nous bien.

Les deux centrales syndicales gardent leur unité propre, mais, en raison de la gravité de la situation devant la guerre et de la nécessité de produire toujours davantage et d'assurer une parfaite organisation de l'arrière, elles se sont mises d'accord sur un programme commun. Il n'y a aucune fusion, évidemment, chaque organisation gardant son idéal.

Cette unité d'action est un premier pas vers l'unité organique qui réunira dans son sein tout le prolétariat ibérique.

Les représentations d'ensemble des deux Centrales syndicales : Confédération Nationale du Travail et Union Générale des Travailleurs réunies pour examiner la situation nationale et internationale, se sont mises d'accord pour diriger cet appel commun à tous les travailleurs d'Espagne et à l'opinion publique en général.

Notre foi dans le triomphe est aujourd'hui plus inébranlable que jamais, et notre confiance dans la classe ouvrière, illimitée. En nous résidant la clef de la victoire et nous savons que personne mieux que les travailleurs ne saurait administrer les forces productrices et combattives, mettre toutes leurs forces en jeu devant les nouvelles agressions nationales et internationales du fascisme.

Travailleurs d'Espagne ! Ouvriers de la C.N.T. et de l'U.G.T. ! Les deux grandes centrales syndicales viennent d'arriver à point sur leur accord, face aux nécessités de la guerre et pour la reconstruction économique et sociale de notre pays. Le fascisme a gagné une bataille en Afrique ; la classe ouvrière l'a gagnée en Espagne en traçant les grandes lignes pour une action d'ensemble.

Foi et confiance dans le triomphe ! Enthousiasme pour lutter et pour vaincre, avec la certitude magnifique de notre force et la volonté hardie pour la défense de l'indépendance de l'Espagne, des droits du prolétariat et de tous les hommes libres !

Sur le pied de guerre, camarades ! Formons un front de lutte avec les yeux fixés sur l'avenir, les coudes unis, formons un bloc indestructible de volontés héroïques.

L'U.G.T. et la C.N.T. affirment aujourd'hui plus que jamais, que l'unité fait la force et que, unis, les travailleurs sont invincibles.

Au combat et à la victoire, camarades. Au front, à l'arrière, devant le monde entier ! Le salut de l'Espagne est en nous ; nous saurons la sauver et nous sauver, donnant aux démocraties vacillantes l'exemple de notre énergie et de notre enthousiasme.

Vive l'unité de la classe ouvrière ! A bas le fascisme !

Pour la liberté de l'Espagne !

VIENT DE PARAÎTRE :

Dans la Tourmente

UN AN DE GUERRE EN ESPAGNE

C'est un récit complet des événements auxquels participèrent les forces révolutionnaires de la C.N.T. et de la F.A.I., depuis le 19 juillet.

Un volume de 330 pages, couverture illustrée, 12 francs. Franco, 12 fr. 80.

En vente au libraire 9, rue de Bondy.

OPPORTUNISME RÉVOLUTIONNAIRE

« Cette guerre n'aura même pas servi à éclairer les questions sociales ; on l'oubliera quand on voudra, pour revenir aux croyances commodes qu'elle a momentanément détruites pour les clairvoyants ». C'est par cette phrase, inscrite en exergue de sa préface, que le grand biologiste français Félix Le Dantec présente une des dernières études de sa vie, éditée en 1916, c'est-à-dire, en pleine tourmente : « Savoir ». Et après avoir déclaré que les désastres comme la guerre sont une conséquence des erreurs transmises de génération en génération, Le Dantec suggère que « la seule révolution qui pourrait amener dans la vie sociale des changements durables de quelque valeur serait celle qui résulterait de l'orientation des mentalités humaines vers la Vérité ».

Ceux qui — et plus particulièrement depuis deux ans — cherchent à analyser des phénomènes locaux (la guerre d'Espagne, par exemple) et qui ne trouvent au problème posé que des solutions sociales négatives pourraient sans doute conclure qu'une semblable révolution présente un caractère spécifiquement intellectuel, spirituel et que la Vérité ne peut être que l'aboutissement de l'évolution. Si cela était vrai, leur « évolutionnisme » ou leur « pacifisme » s'en trouverait consolidé. Mais ce serait mal traduire la pensée de Le Dantec.

Pour le savant, la Vérité ne peut être le produit de la scolastique ou de spéculations qui s'égarent dans les sphères de l'abstraction philosophique. Elle doit reposer sur des bases solides, s'inspirer des lois de la biologie et de la physique, elle doit être scientifique, en un mot ; et Le Dantec, si imprégné justement de cette admirable culture scientifique, savait que « la lutte est la loi universelle, la condition même de toute existence ». Ce serait donc rétrécir singulièrement l'idée du chercheur que de lui attribuer cette intention que la révolution ne peut être que la conséquence d'un développement culturel, s'imposant au corps humain sans lutte physique ou matérielle, si j'ose m'exprimer ainsi. Une telle hypothèse nous paraît donc irrationnelle et les « anarchistes » qui par une sensibilité ou un sentimentalisme louables observent ou adoptent une attitude passive en ce qui concerne la guerre, la paix ou la révolution se placent ainsi en dehors de l'humanité, j'allais dire en dehors de l'univers. Et leur attitude ne peut les conduire qu'à la défaite tant il est vrai — Darwin nous l'a appris — que la sélection naturelle élimine les faibles au profit des forts et que la passivité est une faiblesse et que l'activité est une force.

Or, si être c'est lutter, et si vivre c'est vaincre, les anarchistes doivent lutter sous peine de mourir et ne peuvent rester étrangers à la grande agitation qui bouleverse le monde, dans un mouvement incessant, sur chaque point du globe. La Révolution se traduit donc pour eux comme un ensemble, un tout et il est impossible qu'elle soit interprétée par les uns uniquement comme une simple manifestation insurrectionnelle et par les autres comme une évolution spirituelle, doublée d'un pacifisme qui s'inspire plus d'un atavisme religieux que des brutales réalités sociales.

On est anarchiste ou on ne l'est pas. Il n'y a du reste aucune fierté à être ou ne pas être anarchiste, mais il nous paraît difficile de se réclamer de l'Anarchie ou simplement aspirer à une société libre et anti-autoritaire sans rester fidèle à l'hypothèse émise par notre grand Reclus et qui s'inspire déjà à l'époque de découvertes scientifiques : « Le jour viendra où l'évolution et la révolution se succéderont immédiatement, du désir au fait, de l'idée à la réalisation, se confondront en un seul phénomène. C'est ainsi que fonctionne la vie dans un organisme sain, celui d'un homme ou celui d'un monde ».

Toutefois nous ne sommes pas encore arrivés, hélas ! au stade de cette révolution finaliste et la route qui y mène sera encore longue et ingrate à parcourir. Les absolutistes, les partisans du tout ou rien, dont l'action la plus substantielle est la critique et qui semblent tout ignorer des règles élémentaires de la sociologie, s'indignent de ce qu'ils qualifient « d'opportunisme anarchiste » et de l'abandon de « certains principes » en faveur d'une lutte — accidentelle dans le temps — qui ne présente plus à leurs yeux de caractère et d'intérêt essentiellement anarchistes. Nous voulons naturellement parler de la guerre d'Espagne, de l'appui formidable que lui consentent nos camarades syndicalistes et anarchistes d'au delà des Pyrénées et du soutien qu'ils rencontrent parmi les compagnons de ce côté de la frontière.

Les mots sont des abstractions et quelle que soit la prudence avec laquelle on les emploie ils sont trop souvent interprétés différemment par ceux qui les prononcent ou les écrivent et ceux qui les enregistrent. Lorsque nous disons il y a la guerre en Espagne, c'est vrai ; mais cette guerre n'est pas LA GUERRE ; c'est un accident de la Révolution, c'est un chantage qui est venu se greffer sur un corps malade et le chirurgien, malgré sa répugnance, est bien obligé d'opérer l'ulcère s'il ne veut pas voir le patient, entièrement contaminé, périr entre ses mains.

Comment peut-on être assez naïf ou assez ignorant pour ne pas comprendre que la lutte ou la révolution, scientifiquement, sociologiquement ou socialement suppose a priori opposition entre deux éléments contraires et que chacun de ces éléments, par instinct même de conservation, est obligé de réagir selon l'action de son adversaire ? Les révolutions, qu'elles soient naturelles ou sociales, ne s'effectuent pas en vertu de données intangibles. Elles sont déterminées par un certain nombre de facteurs atmosphériques ou économiques, soumis eux-mêmes à certaines lois qui bien souvent les dépassent. Les révolutions ne sont donc pas réglées comme un mouvement d'horlogerie, elles ne sont pas uniformes et présentent des particularités de caractère, selon le temps, l'endroit, les conditions et le milieu ou elles se développent. Par conséquent les anarchistes sont révolutionnaires — et n'échappant à aucune des lois communes, ils sont « opportunistes » car la révolution est une question d'opportunité. Leur attitude, demain, dans les événements qui peuvent surgir sera conditionnée par les événements eux-mêmes et sera celle que leur dictera leur logique, leur raison et leur science.

Que l'on nous fasse grâce de qualifications quelque peu déplacées que certains n'hésitent pas à employer pour désigner nos malheureux frères d'Espagne : « Anarchistes patriotes, anarchistes nationaux, etc. » On dira sans doute que la démocratie ou le fascisme c'est toujours le capitalisme et que par conséquent c'est la même chose. Peut-être. Nous ne sommes pas tout à fait d'accord et une chose compte pour nous et elle est de taille.

Malgré des centaines de milliers de socialistes Mussolini est entré à Rome tambour battant. Malgré des millions de communistes Hitler s'est rendu maître de Berlin en quarante-huit heures. Vienne hier ne lui a pas résisté.

Franco depuis près de deux ans est aux portes de Madrid. Le savez-vous ?

C'est peut-être parce qu'il y avait des anarchistes opportunistes en Espagne. Sans doute ne le savez-vous pas ? Je vous le dis. Et ça c'est quelque chose.

J. CHAZOFF.

La révolution sans État

Il n'est pas, jusqu'à maintenant, une seule expérience historique qui nous ait démontré que l'État ne soit pas un défenseur ou un créateur de classes privilégiées vivant aux dépens des déshérités, le principal destructeur de la liberté, le briseur des initiatives révolutionnaires et populaires par excellence.

C'est pourquoi la position anarchiste est claire à son sujet : nous ne voulons pas nous en servir, nous voulons le détruire.

Cette position peut paraître peu « scientifique » à tous ceux qui se payent de formules apparemment solides parce qu'elles se basent sur un échafaudage de raisonnements qui bien souvent demandent une certaine érudition pour être réfutés. Ces hommes — marxistes purs, staliniens, léninistes trotskistes, etc., etc., — nous disent :

« L'État est un instrument de classe servant à dominer une autre classe. Nous voulons que le prolétariat s'en empare, et qu'il se serve pendant la période de transition qui va du capitalisme au socialisme intégral, pour faire disparaître les classes possédantes. Quand celles-ci auront disparu le socialisme sera instauré, la société ne sera plus divisée en classes, et l'État, n'ayant pas de raison d'être, se fondra de lui-même ».

Cette conception, plus engoulienne que marxiste, suppose qu'après le triomphe du peuple sur les forces qui défendent la classe possédante, cette classe existera encore. Et c'est parce qu'elle existera que le peuple (le prolétariat, disent-ils), aura besoin d'un instrument politique d'imposition grâce auquel il organisera la vie sociale à sa manière, prendra graduellement les fabriques, les ateliers, les industries, socialisera la terre, et assimilera les patrons et les parasites d'aujourd'hui.

La plupart des ouvriers qui suivent les marxistes ne se sont pas encore rendu compte que telle est la pensée de leurs chefs quand ils sont vraiment révolutionnaires, et que cette pensée implique une très longue

période transitoire dans laquelle les capitalistes, les bourgeois, les entrepreneurs se coudoient avec les prolétaires, et continuent à les exploiter — sans quoi ils n'existeraient plus que comme simples producteurs confondus avec les autres.

Nous dominerions donc politiquement, mais les exploités continueraient à nous dominer économiquement. Quand on pense que, selon les auteurs de cette théorie, la vie économique détermine la vie politique, on se demande où est la logique de ce galimatias « scientifique ».

Il resterait, après les journées où les semaines de lutte qui auraient donné la victoire, des millions de propriétaires, de patrons, d'actionnaires, de techniciens privilégiés, d'exploiteurs de tous genres. Mais il se formerait aussi une vaste armée de bureaucrates, chargés de les contrôler et de diriger toute la vie sociale par l'État.

Or, croit-on que ces exploités, encore en possession de leurs champs, de leurs fabriques, de leurs usines, encore en contact entre eux, et qui constituent une force importante, intelligente, décidée, sachant ce qu'elle veut, se contenteraient d'adopter une attitude passive dans cette longue période transitoire ?

Croît-on qu'ils se soumettraient totalement à l'État ? Croît-on qu'ils ne saboteraient pas la production ? Croît-on qu'ils ne provoqueraient pas des troubles, des désordres économiques et politiques, en agissant directement ou par des moyens détournés ?

On peut l'affirmer. Mais il faut être doué de tout esprit d'analyse pour le supposer.

Un autre danger apparaît. C'est la collusion de tous ces éléments avec la bureaucratie de l'État. Cette bureaucratie proviendrait en effet, surtout de la classe moyenne. Ce n'est pas l'ouvrier qui peut faire un compte, dresser des statistiques, rédiger des rapports ou des circulaires. Ce personnel provient en grande partie de la petite bourgeoisie. Mais il ne renonce pas à ses habitudes, à ses ambitions, à son esprit de

classe. Dans l'État bolchévique, 999 sur 1.000 des bureaucrates étaient, dès les premières années, des bourgeois et des bourgeois déracinés, et si la prostitution des employés de bureaux y était si grande, c'est qu'elles avaient conservé leurs goûts de luxe, et ne savaient pas se passer d'une paire de bas ou de souliers.

Une partie des privilégiés d'aujourd'hui s'insinuerait rapidement dans l'État. Ce serait leur façon de loucher dans la situation. Mais ils appuieraient en même temps ceux qui seraient restés en possession de leurs moyens d'exploitation humaine. Cette solidarité serait renforcée par la corruption que l'on trouve toujours dans la bureaucratie, surtout dans de telles périodes, et il se formerait rapidement un bloc mixte d'exploiteurs que les travailleurs ne pourraient détruire que par une nouvelle révolution.

Combien durerait cette période transitoire ? Dix, quinze, vingt ans ? Nous ne savons pas. Mais nous savons, en échange, que dans un si long laps de temps les retours offensifs peuvent se produire, et que le prolétariat courrait toujours le danger d'une nouvelle défaite ou d'une exploitation différemment organisée.

Quand les ouvriers envisagent la révolution, ils la voient différemment. Ils ne conçoivent pas qu'après la déroute de l'État capitaliste, le capitalisme puisse exister, le patron continuer à être maître de l'atelier. Cela est, en effet, d'une absurdité sans nom. Le premier mouvement de tous les ouvriers dans les révolutions et les tentatives révolutionnaires, est de s'emparer des ateliers, des usines, et de les diriger par eux-mêmes. C'est, par conséquent, l'expropriation sans tenant des exploités. Il en a été ainsi en Russie, où cette prise de possession des terres et des moyens de production obligea les bolchéviques, qui n'avaient voulu faire que la révolution bourgeoise parce que, selon le dogme marxiste, le capitalisme n'était pas encore assez développé pour réaliser le socialisme, à aller de l'avant. Il en fut ainsi en Italie, quand en 1919 une partie des ouvriers et les anarchistes prirent les fabriques de Milan et de bien d'autres endroits. Il en a été ainsi en Espagne, sauf certaines exceptions où la préoccupation de la guerre et l'intervention de l'État ont freiné cette expropriation.

Mais ne l'avons-nous pas vu en France, en juin 1936 ? Le premier geste, le geste

instinctif des travailleurs n'a-t-il pas été de prendre en mains les moyens de production et d'échange ? Cela n'a pas été difficile, comme nous l'avons vu, et il n'a pas été nécessaire de passer par la longue période « scientifique » nécessaire selon les métaphysiciens de la révolution.

Si celle-ci avait lieu demain, les mêmes faits se reproduiraient. Les travailleurs prendraient possession des ateliers, des usines, des chemins de fer, des magasins, des fermes. Que feraient alors nos savants théoriciens ? Au nom de l'infaillibilité de leurs doctrines, ils seraient obligés de dire aux travailleurs d'abandonner les usines, et de rendre celles-ci aux patrons. Et si les travailleurs ne s'exécutaient pas, les sbires rouges se chargeraient de les faire obéir.

Les partisans de cette tactique seraient certainement ceux qui se seraient vus menacés d'expropriation. Et encore une fois, la possibilité d'une collusion apparaît. L'incertitude du socialisme final est de plus en plus évidente.

Quant à nous, nous avons toujours défendu l'expropriation immédiate. C'est précisément pourquoi nous n'avons pas besoin d'État qui défende la classe ouvrière contre la classe possédante, ou maintienne cette dernière dans la passivité politique.

Mais alors, nous diront ceux qui ne voient rien en dehors de cet appareil de plomb écrasant la société, que ferez-vous des exploités ? Vous n'allez pourtant pas les tuer tous ?

Certes nous ne les tuons pas tous, il y aurait trop à faire et ce serait trop cruel. Mais nous avons des moyens merveilleux pour les empêcher de nuire. C'est d'abord, comme j'ai déjà dit, qu'ils cessent d'être exploités en perdant leurs privilèges. Plus de forces économiques à leur disposition, plus de ressources supérieures à celles des autres hommes. Plus d'argent, car leurs comptes en banque seraient dans nos mains, ainsi que les biens sociaux, les armes mêmes qu'ils voudraient acheter. Nous n'avons pas besoin de les faire durer afin de justifier l'État et d'avoir un prétexte pour être les nouveaux maîtres.

Le deuxième moyen est plus efficace que le premier. C'est le contrôle de la répartition. On n'a pas encore compris dans la plupart, sinon dans tous les essais révolutionnaires, l'importance immense de ce facteur.

J'essaierai, dans cet article écrit comme

les autres, hâtivement, d'expliquer cette question avec un peu de méthode.

Ceux qui ont suivi ce que j'ai publié jusqu'à maintenant se rappelleront sans doute des idées de Kropotkine sur ce problème. Il recommandait que les vivres soient emmagasinés en vingt-quatre heures et recensés en quarante-huit heures. Il conseillait la libre consommation des produits abondants, le rationnement de ceux existant en petite quantité.

Cela, disait-il, a été appliqué, dans les sièges, dans les périodes de disette et d'autres circonstances de l'histoire.

Son affirmation a été confirmée pendant la guerre. On a laissé vendre librement les produits dont on disposait sans difficultés, on a rationné les autres. Dans l'Espagne actuelle, là où les révolutionnaires ont été capables et ont compris que loin de nuire à la guerre, le communisme était un facteur essentiel de la victoire — le rationnement est éminemment communiste —, ils ont fait de même.

Nous pouvons donc recommander à l'avance le contrôle de la répartition. La formule fondamentale de ce contrôle serait : *Pour acquiescer des vivres, il faut travailler*. Sans carte de travail, impossible de se les procurer (1).

Automatiquement, en vingt-quatre heures, les parasites de la société actuelle seraient sous notre surveillance. Ils se verraient obligés d'adhérer aux syndicats et de travailler, sous peine de ne pouvoir se procurer aucun aliment. Et une fois au syndicat, nous les canaliserions dans les groupes de production.

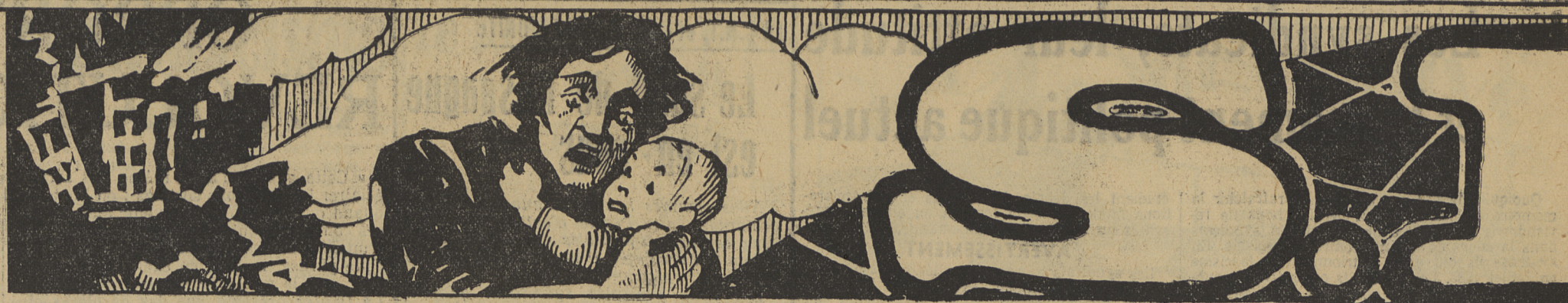
Le petit patron resterait dans son atelier, mais il serait un producteur au milieu des autres, sans plus de droits ni de devoirs qu'eux. Le rentier, l'actionnaire, le capitaliste seraient employés où on le jugerait le mieux d'après les circonstances. Mais du jour au lendemain ils auraient cessé de former une classe à part, et nous n'aurions pas besoin pour les surveiller, de créer une armée de policiers aux ordres des bureaucrates et des dictateurs.

MAX STEPHEN

(1) Ne pas agir ainsi suppose toujours, quel qu'on en dise, le maintien de millions de parasites pendant de longues années. On ne peut sensément supposer que ces parasites ne feront pas tout leur possible pour échapper au travail et conserver leurs privilèges.

Les ouvriers français vont faire des heures en vue d'intensifier la fabrication des armements...

qui n'iront pas en Espagne, hélas!



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II*) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Au secours de l'Espagne unie à nouveau devant le danger

La délégation de la S. I. A. qui ne put partir pour Barcelone la semaine passée parce que plusieurs de ses membres étaient immobilisés à Paris en raison de la crise gouvernementale est prête à partir, si la situation qui motiva sa désignation l'exige encore.

Elle remplira la mission qui lui fut confiée à l'issue du grand meeting de Japy. Elle demandera l'élargissement des camarades antifascistes emprisonnés dans les prisons républicaines, et elle obtiendra — nous en sommes sûrs — la large amnistie impatiemment attendue en Espagne et non moins impatientement dans tout l'univers, partout où se trouvent des partisans de la liberté, des antifascistes convaincus, des révolutionnaires qui ne soient pas de pacotille.

La délégation pense aboutir très vite et revenir au plus tôt à Paris. Alors, il nous faudra les uns et les autres prendre nos responsabilités, engager une vaste action.

La vérité est dure à dire. Depuis plusieurs jours nous tremblons pour le sort des antifascistes espagnols qui ont à faire face, en ce moment, aux efforts conjugués du fascisme international qui semble vouloir en finir avec eux. Les armées de Franco font, entre Valence et Barcelone, une descente rapide vers la mer. Valence et Madrid peuvent être coupées de la Catalogne. Il serait facile, ensuite, d'en venir à bout. Et après ? Après il resterait seulement la Catalogne pour faire face au redoutable danger fasciste.

Nous tremblons pour nos camarades espagnols. Jamais nous n'avons eu autant peur pour eux. Leur cause n'est sans doute pas perdue mais elle est en grand péril.

Les antifascistes espagnols vont s'unir étroitement et faire front. Il y a en eux d'inimaginables ressources.

Mais nous, ici, qu'allons-nous faire ? Il ne s'agit plus de présent d'une aide réduite, d'envoyer un camion de temps à autre. Il faut, là-bas, des vivres en abondance car on y meurt de faim. Les secours individuels ne peuvent plus pallier à tant de dénuement. Nous devons exiger que la France « officielle », les messieurs du Front populaire, adresse à Barcelone, par trains entiers, tout le blé qu'elle a en trop.

Ainsi l'Espagne ouvrière mangera.

Puis, elle se battra avec succès lorsque nous aurons obtenu l'ouverture de la frontière franco-espagnole. Lorsque le gouvernement de Barcelone pourra librement acheter en France les armes et les munitions qui lui font tant défaut.

L'Espagne antifasciste va donner satisfaction à notre délégation : libérer tous les révolutionnaires emprisonnés. Le bel esprit de juillet 1936 va de nouveau souffler sur elle.

Envoyons-lui vite du pain !

Envoyons-lui vite des armes !

Elle fera le reste ensuite : elle sauvera sa liberté et protégera la nôtre.

LA VIE DES SECTIONS

CHEZ BLOCH

Jeu 10 mars, à la sortie des ateliers, les camarades de la section d'usine ont organisé une réunion sur la Solidarité Internationale Antifasciste. Des attaques, aussi violentes que mensongères, avaient paru dans le journal communiste de la boîte et Huard devait remettre les choses au point. Les communistes étaient venus en grand nombre. Disons tout de suite que l'exposé de Huard, qui dura une heure un quart, fut écouté dans le plus grand silence et applaudi à plusieurs reprises. Il fit justice des assertions contenues dans l'article incriminé et mit au défi que ce soit d'apporter un commencement de preuve. A la contradiction, les communistes ne surent que poser des questions particulières, ne se rapportant pas du tout à l'exposé qui avait été fait et négligeant systématiquement l'aspect général et international du problème. Disons encore, pour être vrai, qu'une certaine curiosité fut observée de part et d'autre et que le bel effort fait par tous les ouvriers de cette maison ne risque pas d'être entamé ou diminué par cette réunion, bien au contraire. Excellente soirée, non seulement pour S.I.A., mais pour l'antifascisme.

COLOMBES

Dans chaque numéro du journal local du parti stalinien, la Voix Populaire, la S. I. A. est dénoncée comme un « organisme de division au service du fascisme » et l'on écrit que cette « organisation trotskyste, anarchiste, confusionniste, etc., serait incapable de justifier en quoi que ce soit l'utilisation des fonds qu'elle a pu collecter. »

Décidément, depuis que nos nacos, admirateurs de Napoléon I^{er} tendent la main aux curés, ils peuvent rendre des points aux jésuites. « Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose » est leur devise.

Leur rage impuissante nous fait sourire. La S.I.A. grandit à Colombes, comme dans tout le pays.

Les camarades de la S.I.A. savent que leurs versements ne sont pas détournés de leur but et qu'au siège de leur organisation, 26, rue de Crussol, ils peuvent demander tous renseignements à ce sujet.

Ce qui désole les staliniens tricolores de Colombes et d'ailleurs, c'est qu'un grand nombre de camarades désabusés

ont quitté le parti dit communiste et sa filiale le Secours populaire de France pour adhérer à la S.I.A. C'est cela qui les rend furieux.

Quant à nous, nous avons confiance et nous disons aux travailleurs de Colombes de laisser nos staliniens locaux à leurs chères études... napoléoniennes et d'adhérer en masse à la S.I.A.

BLANC-MESNIL

Malgré la laceration de nos affiches, la calomnie habituelle des nacos, notre conférence filmée du 9 mars obtint un franc succès.

Au bureau, un camarade libertaire présida, assisté de deux camarades des Jeunes socialistes. Ce fut devant une assistance extrêmement attentive que notre camarade Huard fit sa conférence, si documentée sur le fascisme international, les événements d'Espagne et leurs répercussions sur l'avenir. Il fit un large exposé sur la S.I.A., ses buts, ses moyens d'action et donna les raisons de son succès qui va sans cesse grandissant. Il fit également justice des bruits calomnieux que font courir sur S.I.A. tous ceux qui ont le génie : il faut noter qu'avant la séance, un naco avait dit : « S.I.A., agent de Franco » ; ce jésuite rouge fut vertement remis à sa place par Huard.

L'exposé de notre camarade fut très applaudi ; les films, intéressants et émouvants, montrèrent le même succès ; enfin, un appel vibrant et ému de notre camarade en faveur des orphelins de Lléna fut magnifiquement entendu. — Planet.

AMIENS

La section a tenu son assemblée générale dimanche : de nombreux adhérents étaient présents, d'autres s'étaient excusés par lettre. Le secrétaire a rappelé les origines de la S.I.A. en Espagne républicaine, puis la création de la section française et l'adhésion de militants en vue du mouvement syndical, des partis d'avant-garde et d'intellectuels.

A Amiens, le nombre des adhésions grossit sans cesse et des sections sont en voie d'organisation dans le département.

Le rapport financier est ensuite adopté sans observation.

De nouveaux membres sont adjoints au bureau qui reçoit la mission d'organiser le recensement et des réunions de quartiers.

Un meeting est également prévu à Amiens en faveur des antifascistes emprisonnés en Espagne républicaine.

Les garderies d'enfants de la S. I. A. espagnole

La S. I. A. espagnole continue en Catalogne l'œuvre qu'elle avait commencée le Comité d'aide à Euzkadi ; elle a repris la charge de 250 enfants évacués d'autres régions que ce comité avait installés dans des villas de Barcelone sous le nom de Garderies.

L'enfance a toujours été la principale préoccupation des hommes sachant sacrifier leur bien-être et leur vie pour un idéal d'émancipation et de liberté. Depuis le 19 juillet 1936, les enfants espagnols ont vu changer l'atmosphère qui les entourait, car les nouvelles conditions de vie, malgré la guerre, ont permis à ces préoccupations de se manifester plus librement. Divers organismes ont réalisé pour améliorer la situation morale et matérielle de l'enfance : des maisons luxueuses, appartenant autrefois à la haute aristocratie, sont devenues les demeures collectives d'enfants issus pour la plupart d'entre eux des milieux les plus pauvres ; ils y sont entourés de tous les soins : alimentation saine, sites agréables et ensoleillés, instruction, jeux, tout a été organisé d'une façon intelligente pour faire oublier à ces petits les injustices qu'ils ont souffertes trop précocement et préparer en eux des hommes conscients et réfléchis. Parmi ces efforts, le travail réalisé par le comité d'aide à Euzkadi intégré à présent à la S.I.A., est exemplaire.

Au moment où le Comité envoyait encore aux Asturies et aux provinces basques des vivres et des médicaments, les camarades qui le formaient se préoccupèrent aussi de secourir les premiers réfugiés qui arrivaient de ces régions en Catalogne, et de sauver de la misère physique et spirituelle les orphelins évacués. Ils ouvrirent ainsi successivement 3 « garderies » : « Euzkadi », « Vasconia » et « Asturias ». Les enfants qui venaient de ces régions avaient particulièrement souffert : depuis quelque temps, la faim régnait dans les provinces du nord et l'évacuation avait été longue et difficile ; souvent les réfugiés n'avaient reçu ni eau, ni aliments pendant le trajet. Mais les quelques mois qu'ils avaient passés dans ces colonies avaient déjà effacé toutes les traces de privations ; lorsque je les ai visités, en janvier dernier, ils avaient repris le teint frais et coloré, le poids normal d'enfants très soignés.

Deux des garderies, « Euzkadi » et « Vasconia » sont situées côte à côte, à la sortie de Barcelone, au flanc d'une colline ; les jardins et les bois qui les entourent leur situation un peu à l'écart, le soleil qui les illumine en font un séjour idéal, qui procure aux portés mêmes de Barcelone tous les avantages de la campagne. La troisième « Asturias », se trouve dans la ville même, dans un ancien couvent entouré d'un beau jardin ombragé suffisant pour ses 75 enfants.

Chaque matin, les enfants se lèvent à 7 heures 30, et après avoir reçu les soins des femmes qui en ont la charge, déjeuner à 8 h 30, ils ont classe dans la matinée, de 9 h à midi, avec une récréation d'une demi-heure de 10 h 30 à 11 heures. Après le déjeuner, ils jouent dans le jardin jusqu'à 2 h 30, heure à laquelle ils rentrent en classe jusqu'à 4 h 30 ; ils gôttent en sortant et le professeur choisit une douzaine parmi ceux qui ont été les plus sages dans la journée : ceux-là peuvent se livrer aux jeux de constructions avec un « mécano » jusqu'à l'heure du dîner. Inutile d'ajouter que ce jeu instructif est du goût de tous, et que les écoliers rivalisent d'attention en classe pour le mériter ; presque tous à leur tour voient leurs vœux comblés car le professeur sait distribuer les récompenses de façon à ne pas développer en leur cœur le sentiment de l'envie. Les gardiens d'« Euzkadi » et de « Vasconia », ont unifié leurs classes de façon à grouper dans l'une les plus âgées des enfants, et dans l'autre les plus petits ; l'enseignement y donne des résultats excellents grâce à la haute compétence d'un inspecteur de l'enseignement primaire qui a organisé les études et en assure la direction... Les enfants y font des progrès remarquables.

De temps en temps, les maîtres organisent des excursions aux environs des garderies, sur les collines avoisinantes, au bord de la mer, où ils donnent des leçons pratiques de géographie, d'histoire, de sciences naturelles, etc...

A la nuit, les petits se distraient eux-mêmes : ils se réunissent avec leurs tambours, leurs cornettes et les petits instruments de musique qu'ils peuvent trouver, organisent des bals et chants basques, cantabres ou asturiens qui étonnent tous ceux qui les entendent par la justesse de leur interprétation.

Les jeudis et dimanches sont les jours de visite pour les familles et les amis ; ces visites ne sont pas réglées avec le caractère rigide qui était la caractéristique des anciens collèges et internats religieux ; le seul but en les limitant ainsi est d'éviter le désordre et de protéger l'éducation des enfants contre des visites intempestives.

Enfin, l'après-midi du vendredi, les enfants se réunissent avec d'autres réfugiés des garderies pour aller au cinéma, où ils trouvent une distraction utile grâce au désintéressement du Syndicat des Spectacles Publics de Barcelone (C.N.T.), qui offre gratuitement ces moments de loisirs aux enfants accueillis par la S. I. A.

Le dîner a lieu à 19 heures et les enfants se couchent à 20 h 30 ; la nuit, des infirmières dorment à côté des plus petits, prêtes à se lever s'ils réclament leurs soins.

Telle est la vie des enfants qui ont échappé au massacre des avions et des bandes fascistes et qui, grâce à la solidarité, ont trouvé maintenant les conditions de vie les meilleures.

Ces enfants sont nourris par les envois qu'ont faits jusqu'à présent les Comités Espagnols d'Action Antifasciste du Midi de la France, de la région de Lyon et des Comités américains. Nos camarades espagnols nous offrent cette récompense de voir que nos efforts aboutissent à la réalisation la plus parfaite. Amplifions ici notre aide pour une solidarité toujours plus grande ; il faut soutenir nos quatre colonies d'enfants réfugiés en Espagne, de Lléna, Asturias, Vasconia, Euzkadi et trouver de nouvelles ressources pour accueillir un nombre encore plus élevé de ces petits réfugiés, leur rendre la joie de vivre qui brille sur le visage de ceux qui ont déjà la chance de se trouver parmi les heureux de nos garderies.

Renée LAMBERT.



Une garderie à Barcelone

Réunions et Permanences de la S. I. A.

20^e ARR. — Permanence tous les dimanches de 9 h. 30 à 12 h. 30, chez Dunand, 51, rue des Amandiers.

AUBERVILLIERS. — Les réunions de la section ont lieu le 1^{er} et le 3^e jeudi de chaque mois, à 21 heures, salle Joubert, 16, rue du Vivier.

CHARENTON (Canton del). — N'oubliez pas, adhérents à la S. I. A., l'Assemblée générale du 25 mars, à 20 h. 30, 37, rue des Camélias, à Alfortville.

COLOMBES. — Permanence tous les dimanches jusqu'à midi, café René, 3, rue de Nanterre.

L'HAY-LES-ROSES. — Tous les adhérents de l'Hay sont priés d'assister à la réunion du 25, à la Maison Commune, 19, rue de Villéjoly.

SAINT-QUEN. — Permanence tous les samedis de 10 à 12 h., chez Lavaud, 7, avenue des Batignolles.

LYON. — Le comité régional de la S. I. A. se réunit tous les samedis à 15 heures, 212, rue de Créquy ; Permanence de 14 h. à 19 heures.

Un tract

Les camarades de la section de Perpignan viennent d'éditer un tract reproduisant un article de Mascarell paru dans la Nouvelle Espagne Antifasciste et situant la S.I.A. face à certains de nos détracteurs.

Ce tract est laissé à 75 fr. le mille, frais de port compris. Que les sections qui en désirent — celles notamment situées dans la région perpignanaise — s'adressent à Ay, 5, rue des Cardeurs, à Perpignan.

ATTENTION !

Les événements vont vite dans le Monde. Et à propos de ceux d'Espagne, notre S.I.A. peut être amenée à prendre des décisions qu'elle ne saurait prévoir à l'instant même.

Soyez donc tous sur le qui-vive !

Venez tous à notre fête

ce Vendredi 18 Mars au Palais de la Mutualité

Si la S. I. A. possède votre sympathie, si son action vous plaît et si vous voulez qu'elle la continue en l'accentuant encore, venez à notre fête ce vendredi, 18 mars, à 20 h. 30, grande salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor. Venez-y avec votre famille, avec vos camarades.

Il faut que la salle soit comble. Ça fera plus d'amis à se distraire. Et ça laissera à la S. I. A. plus de bénéfices. Elle en a besoin pour poursuivre sa lourde tâche.

PROGRAMME VARIÉ ET ARTISTIQUE

Mme ARVEZ-VERNET
de l'Opéra
JULIEN BERTHEAU
de la Comédie-Française
Mlle YVONNE SIMONOT
violoncelliste
JEAN MARSAC
chansonnier
Mme MARCELLE STACH
de l'Opéra-Comique
RENE PAUL
chansonnier
LOUIS CELTY
dessinateur humoriste

MANOLITA et MACARENO
danseurs espagnols
Mme CHARLOTTE DAUVIA
des Grands Convertis Parisiens
LUCIEN ROBERT
des Cabarets Montmartrois
JACQUES MARTEL
poète berrichon
Les OMNIS de L'ALHAMBRA
merveilleux athlètes
PIERRE DARAGON
chanteur
EMILE ROUSSEAU
de l'Opéra-Comique

Causerie par Georges PIOCH :

« La solidarité de la Commune à nos jours »

Speaker : CELMAS — Au piano : BRICOT et JEAN JAL

Prix des places : 7 frs — 4 frs pour les enfants

Multiples exemples

Nous pourrions chaque semaine remplir cette page par les citations réconfortantes prises dans notre nombreux courrier. Nous regrettons de ne pouvoir le faire car c'est à cette lecture que l'on constate le mieux le fort courant de sympathie qui porte S.I.A. vers de grandes destinées. Nous en publierons pourtant la plus possible puisqu'elles indiquent la vie intense de notre organisation, et que ces insertions-là valent mieux pour la propagande que les appels les plus émouvants.

Du camarade Rigaux, de Melun :
Je vous envoie 10 adhésions à la S.I.A. et par le même courrier je verse à votre compte la somme de 80 francs, produit de vente de cartes, timbres, etc. Adressez-moi d'autre matériel de propagande, j'en ai besoin.

Du camarade Mino, de St-Louis, aux environs de Marseille :
Je vous adresse le montant du placement des 10 cartes, plus quelques versements faits par des copains. Vous pouvez m'envoyer encore 10 cartes que je compte placer assez facilement.

Du camarade Repon, à Nîmes :
Je vous fais parvenir le règlement de 50 cartes, comme il me reste que 7 ou 8 vous voudrez bien m'en envoyer d'autres. Dimanche dernier j'ai placé 40 cartes au cours d'une réunion faite par les Espagnols antifascistes de la région.

Du camarade Jardy, de Joué-les-Tours (Indre-et-Loire) :
Je vous adresse à ce jour le montant de 30 cartes et 30 timbres ; j'ai encore 5 adhésions, mais je n'ai plus de cartes ; envoyez-m'en d'autres et des timbres.

Du camarade Fournier, à St-Jean-de-Vaux (Saône-et-Loire) :
Veuillez-vous me faire parvenir tracts, brochures, timbres et tout matériel concernant S.I.A. et ses buts, car je suis chargé de créer une section à Chalon-sur-Saône.

Du camarade Pazel, de Cannes :
J'ai le plaisir de vous faire parvenir le prix de 40 cartes. Le groupe de Cannes s'étend toujours et en raison de cela il me faudrait encore 20 cartes.

De Faconprez, à Lille :
Veuillez-vous me renvoyer 10 cartes car j'ai placé les 10 premières. Veuillez-vous me donner l'adresse de la section de Lille afin que je me mette en relations avec elle.

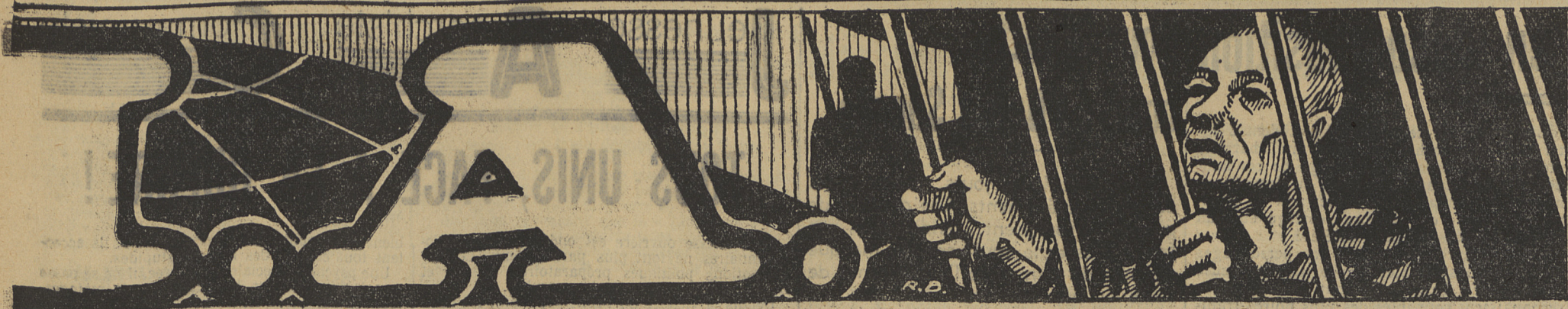
Du camarade Le Bideau, de Dunkerque :
Je me suis fait un devoir de placer les cartes de la S.I.A. parmi mes camarades. Veuillez-vous m'en envoyer encore 100. J'ai été très heureux d'apprendre par le Lib. et la P. H. la constitution de la S.I.A.

Du camarade Delorme, de Bar-sur-Aube :
Les dix cartes seront placées ; elles le sont déjà et me seront réglées incessamment. Envoyez-moi par retour 15 cartes, 75 timbres, des tracts. Je compte sur vous et vive S.I.A. !

Du camarade Blaise, de Besançon :
Vive votre S.I.A. ! Voilà longtemps que nous attendions un groupement pareil. La solidarité au-dessus des tendances ! Aide immédiate à l'Espagne ! Ces formules renferment tout un programme à mettre en action. Alors, en avant ! Adressez-moi du matériel de propagande, je l'utiliserai au mieux de la S.I.A.

Du camarade Tavenot, d'Englefontaine (Nord) :
Les cartes que vous m'avez envoyées sont écoulées. Je pense en placer davantage et, par la suite, fonder une section. J'attends de vous 20 nouvelles cartes, 100 timbres, 1.000 papillons et 1 liste de souscription.

Du camarade Bonneri, à Pont-Sainte-Maxence (Oise) :
J'ai quelques copains qui m'ont aidé, mais ce n'était pas assez, j'ai sondé le



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

Los Progresos de la S. I. A.

En efecto S.I.A. crece tan prodigiosamente, que es necesario reconocerlo. Empezó en España, en la primera mitad del año pasado, con una relativa fuerza inicial, y teniendo ante sí un porvenir aún más relativo.

En nuestro territorio, muchos la aceptaron con reservas. En Francia, sobre todo en el Mediodía, casi se la rechazó de plano.

Se argüía, tanto dentro como fuera de nuestras fronteras, que había demasiados organismos, que se tenía dificultades para ayudarlos en su labor, incluso para mantenerlos. Si otra institución venía a agregarse a la larga fila de las ya existentes, ¿cómo hacer para que los recursos económicos fueran eficaces para todos?

Nuestros militantes demasiado enclaustrados en el movimiento y unidos ciegamente a los principios libertarios, no sabían del mundo más que lo que se relacionaba con sus ideas, ni veían más gente apta para el trágico social, que la que frecuenta nuestros sindicatos y nuestros grupos.

Pero he aquí, que en el transcurso de un año apenas, las cosas y la concepción de la lucha social han dado tal vuelco, que lo que hace poco era criticado y rechazado por absurdo casi, es hoy un hecho palpable.

S. I. A. empezó a tientas, teniendo ante sí bastantes enemigos, un gran número de espectadores dudosos e inciertos, y muy pocos amigos verdaderos. Con la voluntad inquebrantable de sus organizadores, Solidaridad Internacional Antifascista se abre paso, se adelanta, vence los obstáculos que se le presentan dentro del territorio, se hace oír, y acaba por ser escuchada poco a poco. Las listas de suscripción para la S.I.A., circulan por todos los grupos, sindicatos, instituciones. En el frente, se las ve en todos los batallones y las compañías; los milicianos cooperan para que S.I.A. pueda cumplir con el sinnúmero de compromisos que se ha creado llevando ayuda material a los huérfanos, a las viudas y a los presos, a todas las víctimas de la barbarie fascista sin distinción de ideologías.

Pero S.I.A. hace más. No le basta la obra realizada en el territorio español, y así como el fascismo traspasa por la fuerza las fronteras, destruye y holla vidas, y civilizaciones, S.I.A., también va, más allá de las fronteras, se organiza, ayuda, protege a las nuevas víctimas y combate energicamente la tiranía de este nuevo Caballo de Atila.

Y es así, como vemos nacer sus secciones organizadas por hombres y mujeres de todas tendencias, en casi todas las regiones francesas, en América del Sur (en Buenos Aires), en América del Norte (en Nueva York) y aún, en el viejo continente africano.

Compañeros y amigos antifascistas del mundo, ahora que los piratas asesinos van al abordaje de las naves civilizadas, que extienden más y más la bandera y la insignia de la muerte por sobre los pueblos indefensos. S.I.A. tiene el deber ineludible de triplicarse para hacer frente al enemigo común.

Amigos antifascistas del mundo y de todas las tendencias y matices, hoy más que nunca, es necesaria la fórmula: ¡Hombres libres de todos los países, unidos!

AVELINO MAYAN.

S.I.A. contra el fascismo

Hasta nosotros ha llegado el magnífico periódico que publica la sección de la S.I.A. de Nueva York. De entre las muchas cosas interesantes que contiene *Solidaridad Internacional Antifascista* de ese país, destacamos una que, espiritual y sentimentalmente, está encauzada en la línea que quisiéramos fuera la seguida por todas las mujeres.

Una incansable compañera, Rosita García, desea que el día tuviera cuarenta y ocho horas para poder trabajar más intensamente por sus «hermanitos huérfanos de España».

Desgraciadamente, no son numerosas las mujeres que manifiestan este deseo y menos aún, las que como Rosita García, lo llevan a la práctica. En nuestro país, la mujer fué sacudida de su modorra secular por la guerra y la Revolución. No es un misterio para nadie que hoy ocupa puestos en las fábricas, los talleres, las oficinas, que antes ocupaban los hombres. Y así como en los primeros meses de la guerra, las mujeres aprendieron a manejar un fusil, ya se preparan para intervenir en la vida social y económica del país. Las agrupaciones de «Mujeres Libres» ya, entidad nacional, están ahí para demostrarlo.

Pero no basta. Es necesario que las mujeres libres y deseosas de paz formen grupos en derredor de la S.I.A. S.I.A., integrada por hombres de todas tendencias, debe ser un centro fuerte e impetuoso frente al enemigo que siega las libertades. S.I.A. no podrá hacer frente a ese peligro, en tanto las mujeres

no se decidan a tomar parte en la lucha activa como la toman en la tragedia.

Sabemos que son miles las que envían ropas, alimentos, que se desprenden de su dinero para ayudar a las víctimas que gimen en España. Pero no es todo. Hay más. Es preciso, diríamos imprescindible, vaya no sólo a los locales de la S.I.A. a depositar su óbolo, más aún debe integrar esta entidad, debe divulgarla, hacerla conocer en todos los hogares.

No olvidemos que el enemigo que nos acecha es poderoso. Más potente debe ser nuestro organismo para vencerlo. Pensemos que se vale y se valdrá de todos los medios para sumirnos en las tinieblas y reducir a escombros toda nuestra civilización, y opongamos nuestro frente de acero, formado por todos los hombres y mujeres antifascistas.

La tragedia que atraviesa España es una realidad. Pero ya no es solamente nuestro país, es también China, lo será muy pronto Europa Central. El bultre prosigue su carnicería.

Mujeres, madres, formad secciones de la S.I.A. en todos los países, las ciudades, los pueblos todos, que en todos los rincones del orbe haya secciones de SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA.

Y allí donde estén constituidas, seguid el ejemplo de Rosita García, trabajando con incansable empeño dentro de S.I.A., por todas las víctimas del fascismo.

Mercedes CASTRO.

Después de la caída de Belchite, las tropas que tomaron la ciudad fueron retiradas y reemplazadas por otras.

Habían derrochado un heroísmo admirable y salvado una situación comprometidísima. Pero eran de la C.N.T. y de la F.A.I.

Después de la toma de Teruel ocurrió lo mismo. Los mandos pertenecientes a la C.N.T. y a la F.A.I. han sido apresuradamente sustituidos por otros.

Y nos preguntamos si estas medidas no explican en gran parte la pérdida fulminante de Belchite y la de Teruel.

Preguntamos si las zancadillas políticas y los juegos del partidismo van a seguir hasta la pérdida de la última pulgada de terreno.

Es tiempo ya acabar con ese sectarismo, que nos hace tanto daño como las ametralladoras, los cañones y los tanques enviados por Alemania e Italia.

Los niños víctimas de la guerra

La tragedia en la guerra nos es sólo para los que mueren. Se extiende todavía más a los que quedan en vida. Entre estas últimas víctimas están los viejos, los enfermos y particularmente los niños que se quedan sin padres, sin familia y sin hogar. Para los que se mueren, el sufrimiento es intenso, pero breve; para los infelices que quedan el sufrimiento es también intenso y se prolonga por años por toda una vida. Viejos que en la decrepitud de sus años se quedan sin el sostén y el cariño de aquellos por los que se sacrificaron toda la vida para sostenerlos, para crearlos. Madres que se quedan sin el fruto de sus entrañas, más querido que su propia vida.

¿Y los niños? ¿Quién puede describir la honda impresión que dejan en todo el carácter del niño que en su tierna edad queda violentamente privado de las atenciones, del calor, del cariño de sus padres? ¿Quién puede medir los estragos que produce en sus almas el horroroso espectáculo de estas tiernas criaturas al observar los cuerpos exánimes y horriblemente desfigurados de sus padres extraídos de debajo de las casas demolidas o despedazadas por la metralla?

Después de esos horribles bombardeos no he visto solamente las madres enloquecidas correr de una criaturita muerta a otra en busca de sus hijos. He visto muchos niños en la desesperación de su tragedia, en un llanto inintermitente, desolador, inconsolable, que tenían que ser arrancados de los cadáveres todavía cálidos de sus padres. Escenas desgarradoras que no se pueden describir; que hay que vivirlas para comprender la honda e imborrable impresión que dejan en la mente y en los corazones de quienes las han presenciado.

Entre muchas escenas de horror, tres, más que todas, se han quedado indeleblemente grabadas en mi mente. La primera, en Madrid. La ciudad había sido sometida a un intenso bombardeo de artillería por más de dos horas en una mañana de domingo. Despertado violentamente, fui al lugar donde el bombardeo era más intenso.

Las calles estaban desiertas, todo estaba cerrado y la gente que había sido sorprendida en la calle había buscado refugio en cualquier rincón donde la metralla y los escombros de las casas heridas por los numerosos proyectiles no podían alcanzarlos. El fragor de las continuas explosiones era terrible, y cuando en alguna casa había algún herido o muerto, alguien, hombre, mujer, viejo o niño, se asomaba a un balcón a una ventana pidiendo auxilio.

De los que podían oír, pocos podían prestar ayuda, por no poseer los medios a su alcance, o por la imposibilidad de acercarse a la casa. En el espacio de muy breve tiempo, doce obuses cayeron sobre un solo edificio, los unos haciendo un agujero en la pared, otros derribando balcones o pilares, otros cayendo sobre el tejado, y uno

o dos entrando por las ventanas y haciendo estragos en el interior, de donde, inmediatamente después de la explosión, salían gritos desesperantes.

En los breves intervalos que el fuego se suspendía, los hombres, mujeres y niños que habían sido sorprendidos por el bombardeo salían de sus escondrijos, y con toda la energía que poseían corrían para salir de la zona de más peligro, siempre forzados a esconderse de nuevo cuando les proyectiles volvían a caer.

En uno de estos breves intervalos vi salir de una puerta a una mujer todavía joven, que indudablemente había sido asustada por un obús que poco antes había estallado cerca del lugar donde se había refugiado. Llevaba un niño apretado sobre el pecho y otro de unos cuatro años agarrado a su falda. Cruzaron la calle corriendo cuanto podían, la madre parándose a esperar al niño cuando éste saltaba la falda por no poder correr tan aprisa.

Al otro lado de la calle, al dar vuelta a una calle lateral y cuando ya se creían fuera de peligro, un obús vino a estallar en la misma esquina y un pedazo de metralla hirió mortalmente a la madre en la cabeza. Lentamente, apoyada a la pared, la madre, siempre estrechando a su niño entre sus brazos, fué cayendo a tierra boca abajo, aplastando al pequeño bajo el peso de su cuerpo, mientras la sangre le salía a chorros de la enorme herida, pintando una mancha roja en el suelo.

El niño que la seguía se quedó un momento como atontado, sin soltar la falda, y, después, cuando se dió cuenta de lo que había ocurrido, estalló en un llanto desgarrador.

Los otros dos casos los vi en Aragón, cerca del frente de Teruel donde actualmente se está combatiendo. Fué un bombardeo aéreo, y los dos casos en dos pueblos distintos, como consecuencia del mismo bombardeo.

El primero lo vi en Perales, pueblecito que fué medio demolido en pocos segundos que el bombardeo duró, causando un gran número de víctimas. Me encontraba allí cuando ocurrió el bombardeo y las escenas de destrucción a la que asistí no se borrará nunca de mi mente.

El bombardeo en campo abierto es terrible; pero más terrible aún es el bombardeo en las poblaciones. En el campo se muere por la metralla; en los pueblos se muere más por el derribamiento de las casas que por la metralla misma. Y en qué condiciones horribles se quedan aquellos cuerpos deformados, magullados y generalmente incognoscibles! Es imposible mirarlos más de unos instantes, sin sentir helarse la sangre en las venas.

Inmediatamente después del bombardeo se empezó a extraer heridos y muertos de entre los escombros. En poco tiempo diez cadáveres casi incognoscibles estaban alineados en el suelo, esperando que se presentara algún familiar o conocido que los identificase.

Labor de cooperación social

Si algo en la vida de los hombres como de las organizaciones sociales ha facilitado aliento y dado impulso vigoroso en estos momentos difíciles, a sus ideales de libertad y de justicia; si algún sentimiento nos supera y dignifica de la categoría de las bestias; si la humanidad persiste en no cambiar su curso evolutivo y no descender a los períodos negros del pasado, aunque para ello tenga que sufrir el doloroso sacrificio de su vida o de su libertad es, no cabe duda, debido al sentimiento de solidaridad.

Este sentimiento; modalidad de una ética moderna, virtud de todas las avanzadas de todos los hombres libres, ariete irresistible contra el despotismo y crueldad de unos contra otros, sentimiento que no ha nacido en las academias sino sentido dentro del corazón de los humanos; que no se cubría con un ropaje de palabras de una literatura decadente; que nacía del dolor ajeno, nos tenía forzosamente que poner de pie a todos, hoy con mejores razones que en otras épocas y colocarnos

en el ángulo que nuestros intereses nos dictaban.

Pero la Solidaridad con su bello sentido no es patrimonio de un grupo, de un pueblo o de una nación determinada. Es un sentimiento humano y como tal es de todos. Es y debe ser internacional. Debe ser internacionalmente sentida, debe arrancar de cuajo todo prejuicio racista y de raza, de credo, de raza, de nacionalidad, porque estos prejuicios han mantenido las diferencias y los odios entre los hombres.

Solidaridad Internacional Antifascista ha sido el resultado de una de esas tragedias que azotan a los pueblos. Creada con el dolor y la sangre de un pueblo, España, a ella se han unido multitud de hombres de todos los sectores antifascistas que desde su creación en 1937 no descansan, en todo aquel país que la hidra fascista no puso su pezuña, laborando por darle expresión, vitalidad, forma. Ella ha sido una de las más grandes creaciones de la guerra y de la revolución española.

La Sección Nacional de los Estados Unidos es joven, tiene varios meses de existencia, pero en este limitado tiempo se ha desarrollado con una pujanza y un brío admirables, encuadrándose miles de trabajadores del país que en multitud de Agrupaciones Locales ejercen su influencia en todas las clases sociales del país, presentando el peligro que para toda la Humanidad significa el triunfo de las fuerzas del Fascismo sobre la libertad de las conciencias.

América no puede quedar sorda por lo que ella haya conservado por generaciones y generaciones. A ella acudieron de todos los rincones del mundo hombres que venían con el pensamiento de una vida libre, acuciados por un futuro de concordia y de paz y es precisamente aquí donde presenciamos la desolación y la ruina creada en España por los modernos bárbaros donde tendrá que darse la expresión más significativa del sentimiento de solidaridad internacional antifascista.

Todos interesados por el dolor ajeno, todos ayudando a los que sacrifican su bienestar y su vida por una causa humana, todos acogiendo a nuestro lado con la satisfacción del deber cumplido a los que caen y a los que sufren entrelazando orgánicamente nuestras comunes aspiraciones, y no ser cómplices involuntarios del mayor crimen que recuerda la historia.

(De Solidaridad Internacional Antifascista, editado en Nueva York.)

El festival del 18 de marzo

En la Sala de la Mutualité, calle Saint-Victor, número 24, tendrá lugar el 18 de marzo, a las 20,30 horas, un grandioso festival cuyo programa se encontrará en la página francesa de la S.I.A.

No creemos necesario reproducirlo. Pero si creemos preciso insistir para que los camaradas españoles asistan numerosos, como supieron hacerlo en otras ocasiones, a ese acto que es al mismo tiempo una ocasión para recaudar fondos y para hacer propaganda.

S.I.A. necesita dinero, para atender a todas sus necesidades de solidaridad material. Necesita que su prestigio, bien ganado, se mantenga y amplíe a fin de permitir que su labor sea cada vez más eficaz, en todas las esferas de la vida social.

Os esperamos pues. Que el festival sea un éxito.

BRAND.

Le fascisme rouge en décomposition

(Suite de la 1^{re} page.)

C'est cette rencontre qui m'incite à consacrer cet article à ce procès et aux réflexions qu'il me suggère.

Mon camarade Charles Robert a publié, dans le *Libertaire* de la semaine passée, un très bon article (1). Je m'excuse de revenir sur ce sujet et au risque de répéter ce qu'il a fort bien dit. Mais il est des choses sur lesquelles il est bon d'insister.

Dans ce procès — comme dans les antérieurs — ce qu'il y a de plus étrange, c'est l'incroyable acharnement avec lequel tous les accusés se sont proclamés coupables de tous les espionnages, de toutes les trahisons, de tous les sabotages, forfaits, attentats, hontes, infamies et crimes mis à leur charge. Je crois que c'est un fait unique dans l'histoire.

On en a cherché l'explication dans une série de suppositions dont aucune ne satisfait mon besoin de clarté. Mais qu'importe ! Expliqué ou non le fait est là, simple et brutal : tous ont cyniquement avoué. Pis encore : la plupart ont ajouté aux aveux qu'on leur demandait des aveux qu'on ne sollicitait pas.

Poussés jusqu'à un tel degré, la platitude et la contrition — sincères ou hypocrites — de ces individus m'inspirent un mépris et un dégoût indicibles.

On va comprendre pourquoi : Voilà des hommes qui ont occupé, il y a quelques années, les postes les plus élevés, plusieurs jouissaient, hier encore, des pouvoirs les plus étendus. Leur morgue était sans rivale ; rien n'égaleit leur insupportable vanité.

Ils se plaisaient à tenir courbée, agenouillée, couchée à plat ventre, rampante, aplatie devant leur « superbe » la multitude d'ouvriers et de paysans qui peuple l'immense Russie.

Quiconque avait le malheur de se mettre sur le chemin de leurs ambitions, de leur porter ombrage ou, simplement, de leur déplaire ou de ne les point saluer assez bas vivait dans l'angoisse du lendemain.

Grisés de l'écrasante autorité, que leur conféraient leurs hautes fonctions, ils portaient haut la tête, plastronnant, hautains, distants, suffisants, vaniteux, insolents.

Celui-ci était commissaire du Peuple, celui-là ambassadeur, cet autre à la direction suprême des syndicats, cet autre était chef de la Guépéou, ce cinquième fut secrétaire général du Parti communiste russe, ce sixième...

L'arrête cette énumération, car il faudrait les citer tous, puisque tous appartenaient ou avaient appartenu à l'aristocratie bolchévique la plus gavée, gorgée, repue, comblée. Tous ces hommes, tant ceux du procès qui vient de prendre fin que ceux qui ont figuré dans les précédents, tous ces hommes, les voici devant leurs juges.

Regardez-les : les yeux baissés, la voix assourdie, l'épiderme suant la peur, humbles, repentants, s'accusant des pires turpitudes, moralement effondrés, délabrés physiquement ; trois mots résumant leur attitude répugnante : « platitude, bassesse, lâcheté ». Comment se soustraient à l'écrasante impression de mépris et de dégoût que fait naître le spectacle d'une aussi répugnante abjection ?

Ignoble ! Ignoble !

Ce n'est pas tout.

Voici qui dépasse l'imagination : ces hommes s'accusent d'avoir vendu leur pays à des gouvernements étrangers, d'avoir conspiré contre les conquêtes de la Révolution d'octobre 1917, d'avoir travaillé de toutes leurs forces à l'écrasement du prolétariat russe, à la restauration du régime capitaliste, au retour des anciens maîtres de l'U.R.S.S.

Eh pourtant, ils avaient fait le serment de défendre jusqu'à la mort cette Révolution qui leur avait prodigé ses faveurs ; ils s'étaient solennellement engagés à se dévouer corps et âme à la construction du Communisme au sein de la République « dite » soviétique ; ils s'étaient affirmés farouchement résolus à barrer la route à toute entreprise ayant pour but de briser « l'effort du peuple russe en marche vers son total affranchissement ».

Ils n'avaient cessé de se déclarer passionnément attachés à la réalisation des rêves magnifiques dont la Dictature du Proletariat avait apporté l'espoir et fait la promesse aux travailleurs de la ville et des champs.

Ouvriers et paysans ne leur avaient pas marchandé la confiance que ces bandits se flattaient de mériter. De son côté, le Pouvrier Central leur avait attribué, dans la hiérarchie pyramidale, les places les plus voisines du sommet.

Après de tout ce que les cinq parties du monde comptent de milieux communistes, le nom de ces hommes « extraordinaires » était synonyme de probité, devoir, intelligence, savoir, courage, dévouement, conscience révolutionnaire.

Ces « Géants de la Révolution Russe » appelés à répandre partout ses mirifiques et glorieux bienfaits, ces « prodigieux architectes d'un monde nouveau » étaient l'objet d'une affection et d'un culte proches de l'adoration.

Mais brusquement le voile se déchire ; la vérité éclate et la légende s'effondre ; frappé de stupeur, l'Univers est informé de la déchéance, de l'indignité, de l'ignominie de ces êtres immondes.

C'est ça, la glorieuse équipe, c'est ça l'incomparable phalange ?

Les bâtisseurs de la Société de Bien-Etre, de Justice et de Solidarité, qui est en train de se réaliser là-bas, c'est ce ramassis de fourbes, de renégats, de vendus, de dégoûtants ?

Que de considérations, profondes et concluantes seraient encore à formuler ! Mais il faut savoir se limiter. Aussi, n'en signalerai-je qu'une seule.

La presse stalinienne nous fait savoir que les travailleurs russes exhalent leur colère vengeresse en hurlant : « Pas de pitié pour les espions ! A mort les traîtres et les vendus ! »

Je n'aime pas beaucoup que la masse demande aux représentants et détenteurs de la Force judiciaire de prononcer une sentence qu'il appartient au Peuple lui-même de prononcer et, s'il en éprouve le besoin, de mettre à exécution. Toutefois, je comprends cette fureur vengeresse.

Ce que je comprends moins, ce que je ne comprends même pas du tout, c'est que cette fureur s'arrête là.

(1) « Autour du fumier Staline », n

Les procès de ce genre se succèdent à intervalles rapprochés. A peine une charrette vient-elle de déverser sa charge de condamnés que la suivante s'approprie et s'emplit de nouveaux condamnés à mort ; et le sinistre, lugubre et funèbre cortège suit un rythme de plus en plus accéléré.

Les uns après les autres, les personnages les plus considérables de la trop fameuse Dictature du Proletariat sont accusés et se reconnaissent coupables des plus noires trahisons. Les exécutions frappent à une cadence impressionnante les plus hauts « responsables ». Ils sont devenus presque introuvables ceux qui, il y a vingt ans — et depuis — proclamant les masses ouvrières et paysannes incapables de se conduire elles-mêmes, se sont installés au Pouvoir et se sont chargés d'édifier un Régime social basé sur l'hégémonie du travail.

Durant tout ce temps-là, vivant sous l'exécrable régime de la délation et de la terreur, condamnés au travail forcé bien qu'en proie à la plus effroyable misère, les meilleurs d'entre eux envoyés en exil, jetés en prison ou disparaissant sans qu'il soit possible de connaître leur sort, les paysans et ouvriers de l'U.R.S.S. ont subi leur enfer : résignés, mais ayant confiance dans le paradis qui leur était promis pour demain.

Abusé et trahi par les chefs qui tous, ou presque tous, se sont avérés ou s'avèrent des monstres de vénalité, de fourberie et de cruauté, le Proletariat de Russie va-t-il enfin se délivrer du bandeau qui couvre ses yeux ?

Est-il proche le jour où en Russie — et ailleurs — on prendra conscience que le Pouvoir, quels que soient ceux qui l'exercent, est corrompu et néfaste ?

Finira-t-elle par sonner l'heure où explosera la fureur vengeresse des opprimés et exploités de tous les pays hurlant à la mort non par contre des hommes coupables de trahison, mais contre une organisation politique, économique et sociale ayant pour base un principe dont l'application engendre fatalement toutes les trahisons ?

Ce principe, c'est le principe d'Autorité, que combattent les anarchistes et que ceux-ci ne cessent de combattre que lorsqu'il sera totalement et définitivement aboli.

SEBASTIEN FAURE.

Charles d'Avray à la Vache enragée

Ce fut une bien reconfortante soirée que celle de vendredi au cabaret de la Vache Enragée. Car non seulement nous y pûmes applaudir de nouveaux venus, mais nous y retrouvâmes dans toute sa forme, sa rondeur, sa spirituelle bonhomie le meilleur speaker de Paris : Roger Toziny. Et ce fut avec sa verve dont je compare l'aloï à celle du regrette Numa Blès (ah ! jeunesse !) qu'il amena tout d'abord Beunetti près du haut-parleur.

Oui, vous avez raison, il n'y a pas de haut parler à la Vache, mais il faut que je me le répète pour n'y point croire quand j'entends ce tonitruant et truculent baryton, dont le rayonnement vocal et les jolies balades bachiques animent le plus morose d'un frémissement joyeux. Et quand nous écoutons un très jeune chansonnier plein de promesses et cet exquis chanteur qui réhabilite par son talent la romance lacrymogène pour dames seules, et d'autres artistes encore, excellents, mais dont je n'ai pas retenu les noms, ce fut Charles d'Avray.

Tout de suite, la seule annonce qu'il nous fit de son programme nous replaça sur ce plan que les prestigieuses hallucinations de l'art ne peuvent plus nous faire quitter. Et c'est sur ce plan, encore immatériel et sur lequel cependant s'arc-boute le réfractaire tendant ses muscles contre ses haines, c'est sur ce plan que les doigts de Charles d'Avray dérouleront l'écheveau des chansons anarchistes entendues par notre adolescence de 1897 à 1906. Chansons de geste qui valent une épopée et où l'écho des bombes berce les ombres des Caserio et des Ravachol, cependant que chaque refrain perce ce canevas funèbre de l'acuité du cri fameux « Mort aux Vaches ! » ce cri si spontanément exhalé par le cœur populaire et que Gavroche crache à la guele de notre société avec une égale ferveur, soit que le hasard de la rue le mette en face d'une peccadille salement réprimée, soit qu'il le conduise près des tréteaux immondes d'une exécution capitale !

Puis de 1906 à 1914, une extraordinaire semence de fleurs rouges s'épanouit sous le souffle de d'Avray ; c'est la chanson libertaire éducative, celle que nos maîtres redoutent entre toutes parce qu'elle est encore plus efficace que l'autre par sa fécondité. Tout y passe, toute l'armature des lois s'écroule sous le laminoir des couplets, sous le hachoir des refrains ! Ah ! que nous voici donc loin de l'officielle « chanson rose », des baladins décorés, de Fursy à Martini ! Et quelles pittoresques figures que ceux qui marchent dans ces sentiers battus, ces calembouriers dont l'Almanach Vermot constitue le bagage à côté de notre d'Avray, fervent révolutionnaire, cœur généreux et incomparable artiste, dispensant à tous le flot coloré qui coule de son larynx infatigable comme d'une corne d'abondance, tandis que ses mains diligentes brûlent le clavier d'un bonnaire piano droit transmué en fanfare vengeresse !

Quand donc disposerons-nous d'un poste émetteur où d'Avray pourra haranguer les foules de ses vers et de ses harmonies ! Quand donc la T.S.F., libérée, permettra-t-elle à la chanson anarchiste de pénétrer dans les plus humbles et les plus lointains foyers pour leur annoncer nos justes revendications et leur clamer les seules victoires dont un Humain régenté ait le droit de s'enorgueillir !

AURELE PATRONI.

Tous les lecteurs du
LIBERTAIRE
seront à la salle
de la Mutualité
LUNDI 21 MARS

Pour la lutte contre l'Union Sacrée

Depuis quelques jours, nous vivons de graves événements. Les dangers de guerre se précisent, tandis que nos frères d'Espagne souffrent du manque d'armes, de pain et de l'indifférence de toute la classe ouvrière.

Après le coup de force de Hitler en Autriche, le « Libertaire » a été le seul journal révolutionnaire à élever la voix contre l'Union Sacrée et la trahison des directeurs de conscience du prolétariat.

Une édition spéciale est sortie dimanche 13 mars et a été envoyée aux abonnés et aux groupes de province. Toute la journée nos camarades de la Région parisienne ont distribué notre organe pour inviter les travailleurs à la résistance.

Lecteurs, sympathisants, ANARCHISTES, votre devoir, dans ce moment tragique, est de venir en aide au seul journal qui, sincèrement, cherche à dresser contre la guerre les ouvriers de ce pays, futures victimes des trahisons.

Pour cette lutte, dans laquelle l'honneur des anarchistes et de tout le prolétariat est engagé, ainsi que leur vie, nous avons besoin d'ARGENT plus que jamais.

COLLECTEZ POUR LE « LIBERTAIRE » SOUSCRIVEZ CONTRE LA GUERRE !

Des listes de souscription sont dès maintenant à votre disposition au « Libertaire ».

L'Anschluss est fait

(Suite de la 1^{re} page)

Voici donc l'Autriche qui disparaît. Cet Etat absurde, né de la dernière guerre, n'était pas viable. Son rattachement à l'Allemagne va en modifier profondément la vie économique et pourra, pense-t-on, lui rendre une activité qu'il avait depuis longtemps perdue. Le gouvernement allemand va travailler dans ce sens, comme il est logique. L'Anschluss commencera par l'union douanière et monétaire. Il s'agit de créer entre le Reich et l'Autriche des liens économiques puissants, de provoquer des courants d'échange capables de rendre vie à l'organisme autrichien anémié par des années de marasme. Le problème n'est pas aisé à résoudre. D'une part, les capitaux allemands sont rares qui pourraient s'investir en Autriche et, d'autre part, la nature économique des deux pays rend impropres à une collaboration étendue. L'Autriche est avant tout daniubienne. Ses complémentaires économiques sont la Hongrie et la Yougoslavie, pays agricoles pouvant échanger leurs produits alimentaires contre les objets manufacturés à Vienne. L'ancien empire des Habsbourg réalisait grosso modo cette harmonie. Les traités la détruisirent en isolant une ville énorme et surindustrialisée dans un Etat faiblement agricole et, par conséquent, incapable de la nourrir.

Le drame de l'Autriche vient de là. Or, sa réunion avec l'Allemagne, elle-même surindustrialisée et avide de produits alimentaires, ne supprimera point cette antinomie. Elle risquera même de l'accroître.

Ces explications sont nécessaires pour comprendre que l'Anschluss ne saurait constituer pour l'impérialisme allemand la fin de ses difficultés économiques. L'Allemagne ne trouvera pas en Autriche de quoi alimenter sa population en céréales et en viande, ni de quoi alimenter ses industries en matières premières. Cependant, l'annexion de l'Autriche améliorera considérablement sa position politique par l'accroissement de puissance qui en résultera. Le dynamisme, la puissance d'attraction accrue du Reich s'exercera d'abord à l'égard des minorités allemandes qui, en Pologne, et surtout en Tchécoslovaquie, ne sont pas encore rédimées. L'Angleterre le comprend fort bien et elle travaille à sauver la Tchécoslovaquie en négociant avec Berlin. L'Italie, elle, feint de se tranquilliser sur l'avenir. En quoi elle a tort, car elle s'apercevra un jour ou l'autre qu'en dépit des télégrammes de congratulations et de la communauté des idéologies, elle n'aura rien gagné — elle qui englobe aussi des minorités allemandes dans le Tyrol — à voir s'installer à sa frontière le puissant Etat austro-allemand.

Et la France ? Ici, la question nous touche de près. Il n'est qu'à lire la presse officielle pour se rendre compte qu'aux yeux de notre gouvernement, la question de l'Anschluss n'est pas close. Quel gouvernement ? demandera-t-on. Celui de M. Chautemps ou celui de M. Blum ? Question oiseuse. Le gouvernement Blum est autant et plus que tout autre décidé à défendre les positions de l'impérialisme français. Ne doutons pas que Paul-Boncour le déclarera, jeudi, à la Chambre. Sous les espèces d'une politique de sécurité collective, le gouvernement français, appuyé par les communistes et la totalité de la droite, entend, comme le disait Blum dans la déclaration radiodiffusée, rendre l'espoir à l'Europe pacifique en pratiquant vis-à-vis de Berlin cette politique de fermeté que tous les partis réclament. C'est ici que réside le danger, en tout cas, les chances de voir s'envenimer les choses. Attendons-nous à entendre rappeler que Sadowa a précédé Sedan. Mais que la classe ouvrière ferme ses oreilles aux appels des sirènes impérialistes. L'Anschluss ne la regarde pas. Elle n'a point à s'instituer le défenseur des traités absurdes et odieux qui ont clos la guerre. Elle ne doit défendre qu'une cause : la sienne. Elle n'a point à venger l'honneur de M. Schuschnigg.

LASHORTES.

Jeunesse Anarchiste Communiste

TOUS UNIS, FACE A LA GUERRE !

La jeunesse ouvrière est endormie. Les révolutionnaires ne font plus parler d'eux. Les organisations politiques préparatoires, J. C. et J. S., sont complètement amorphes.

Depuis la victoire du Front populaire, ces deux dernières ont recruté parmi les jeunes travailleurs. Ceux-ci, qui n'avaient pas osé se prononcer fermement pour une organisation avant les élections, choisirent le parti qui leur semblait le plus apte à répondre à leur volonté de lutte.

Tout le monde connaît l'aboutissant des espoirs et des Jeunes socialistes et des Jeunes communistes. Les premiers arrivèrent en pleine bagarre de tendances, on se préparait à exclure les révolutionnaires : ils furent exclus. Les seconds, aux lieux et place des cellules qu'ils auraient dû rencontrer, tombèrent dans des cercles de loisirs où billards, belottes, dames, etc., étaient à l'honneur.

Pourtant, on nous avait promis d'abroger la loi des 2 ans : J.S. et J.C. furent les plus chauds adversaires du militarisme, leurs campagnes antinationalistes doivent être encore présentes à l'esprit de tous. Leur formule : « Il n'y a pas de défense nationale en régime capitaliste » fut un succès.

Que reste-t-il aujourd'hui de tous ces efforts passés ? Quelles sont les réactions de la jeunesse ouvrière, face à toutes les lois de guerre qui nous assaillent les uns après les autres ? Combien de jeunes travailleurs ont pensé à protester contre l'institution de la caisse autonome de la « Défense nationale » ?

Pas une personne ne s'élève contre de semblables mesures. Au meeting contre l'union sacrée organisé par la L.I.C.P., de toutes les organisations de jeunes, seule la voix de la J.A.C. sut apporter le point de vue antimilitariste.

Pourtant tous les jeunes sont menacés, la réunion secrète du comité du Sénat de la défense nationale ne nous fait nullement entrevoir la diminution du temps de service militaire.

Tout au contraire, certains réservistes sont appelés inopinément sous les drapeaux. N'est-ce pas les 3 ans qui nous attendent si nous ne saurions pas réagir ? Si les députés, ministres et sénateurs pourrissent en leur tourment, nous aurons, les jeunes ne saurons échapper ni au front, ni aux gaz.

Lorsque nous voyons l'unité nationale se faire sur le problème des armements à outrance, nous n'avons pas le droit de rester passifs, nous devons nous organiser, faire entendre nos clameurs de haine à tout ce qui s'affirme patriote.

Lorsque continuellement des milliards s'engouffrent dans le gouffre aux armements, pendant que les vieux attendent toujours leur retraite et les chômeurs l'ouverture des grands travaux, pouvons-nous accepter les dures lois de ce régime ?

Les chiffres officiels nous indiquent en effet : 6 milliards de francs pour les armements hors budget en 1936, 9 milliards et demi pour ceux de 1937, et 12 milliards ont déjà été prévus pour cette année. On nous prévient que ce n'est pas tout pour 1938, nous sommes au mois de mars seulement.

Après ces milliards votés en surplus des budgets ordinaires prévus, on se demande pourquoi on n'a pas pu obtenir 8 milliards qui eussent été suffisants à l'ouverture des grands travaux et ainsi à la suppression presque totale du chômage.

On ne serait certainement pas révolutionnaire si semblable stupidité du régime capitaliste nous étonnait outre mesure ; cependant les nécessités de la défense nationale font baver les stylos des tricolores de toutes tendances.

C'est à qui s'affirmera le plus national. La palme devrait sans doute être décernée à Paul Reynaud qui nous sort une formule tout à fait semblable à celle d'Hitler : France réveille-toi ! Toutes ces manifestations chauvines ne sem-

blent pas troubler les jeunes ouvriers, ils acceptent tout comme des enfants stupides.

Une psychose spéciale a été créée, il ne se passe pas de semaine que les actualités cinématographiques par exemple, ne nous montrent la puissance de notre flotte, de notre armée ou de notre aviation.

On réveille en effet l'honneur national, on intéresse les individus aux massacres qu'on leur prépare. Tout est admirablement orchestré : de la presse au cinéma, des partis de gauche aux partis de droite.

Et nous les jeunes, nous n'aurions que le droit de nous faire ? Non ! Il faut coordonner nos efforts, il faut rappeler à tous les jeunes ouvriers leur rôle et leur devoir de classe.

Les sympathisants de notre mouvement doivent adhérer, les adhérents se transformer en militants, et à ce prix peut-être, nous pourrions opposer à la vague chauvine qui monte et à la guerre qui vient, la force d'une jeunesse ouvrière décidée à lutter contre le capitalisme.

P.S. — Les derniers événements politiques, aussi bien intérieurs qu'extérieurs, nécessitent de notre part une attention plus soutenue que jamais en ce qui concerne les risques de conflits impérialistes. Nous nous devons d'affirmer et de répéter sans cesse qu'en aucun cas nous ne marcherons dans une guerre étrangère. P. S.

MANIFESTE

DES JEUNES REVOLUTIONNAIRES

Après leur dissolution, les Etudiants socialistes ont réuni le 17 mars tous les jeunes éléments révolutionnaires des lycées et universités pour envisager ensemble la lutte conditionnée par les événements actuels.

A l'issue de cette réunion, ce manifeste nous a été communiqué.

Le parti socialiste vient de dissoudre la Fédération nationale des Etudiants socialistes pour délit d'opinion.

Ne pouvant accepter le bailloin mis à la Fédération reconstituée les membres de l'ancienne majorité des étudiants socialistes ont fait appel à tous les jeunes qui, face au péril dont le mouvement ouvrier est menacé, veulent faire pour la révolution un effort d'hommes libres : Effort rendu plus nécessaire aujourd'hui que l'échec inévitable du Front populaire a perverti et brisé l'élan révolutionnaire des masses, aggravé et rapproché le danger de guerre et le danger fasciste.

Avec plus d'énergie que jamais, nous confirmons :

Notre refus catégorique de la guerre et de la préparation à la guerre (course aux armements, union sacrée, création d'une psychose belliste). Nous dénonçons les antagonismes impérialistes qui se cachent sous la prétendue croisade des démocraties contre les fascismes.

Nous luttons contre le stalinisme qui subordonne les intérêts ouvriers à ceux de la bureaucratie russe ; contre ses méthodes policières, son idéologie totalitaire et anti-humaine. En France son néo-chauvinisme est le plus propre à préparer la psychose de guerre.

Nous luttons contre la social-démocratie qui entretient dans les masses l'illusion réformiste et qui pratique, au gouvernement, une politique de conservation sociale au profit de la seule bourgeoisie.

Nous nous déclarons solidaires des peuples coloniaux qui, trahis par la II^e et la III^e internationale, restent livrés au capitalisme de la Métropole.

Pour construire dans la liberté un socialisme humain, jeunes révolutionnaires, aidez-nous.

Venez assister jeudi 17 mars, à 5 heures, à la séance d'information et de constitution du « groupe des jeunes révolutionnaires »... Local : 11, rue Jean-de-Beauvais, V.

LA LEVÉE DU BLOCUS

(Suite de la première page)

Le thème n'est pas nouveau : Sauver la démocratie, faire contre le fascisme une croisade idéologique.

Croisade idéologique ? Toute la préparation morale et matérielle à la guerre, tout le zèle de notre bourgeoisie et de ses fidèles auxiliaires social-démocrates et néo-communistes n'auraient pour but que, de sauver la démocratie, d'empêcher l'invasion du fascisme ?

Depuis vingt mois l'Espagne démocratique est envahie par les fascismes. La République bourgeoise espagnole va succomber sous les coups des dictatures étrangères. Hitler et Mussolini sont en train de coloniser l'Espagne.

Les grandes démocraties n'ont pas bougé. Les gouvernements qui se sont succédé n'ont pas fait appel à l'union de la nation contre le fascisme, ils n'ont pas parlé de croisade idéologique.

Les partis de front populaire qui se déclarent prêts à partir en guerre pour sauver la République Tchécoslovaque, n'ont pas brûlé de cette même ardeur pour aller chasser le fascisme d'Espagne. Certes nous n'avons jamais eu la sottise de réclamer une intervention armée de notre impérialisme en Espagne. Nous avons toujours défendu cette thèse que les intérêts du prolétariat et ceux de son gouvernement ne sauraient être identiques, mais ce parallèle sur deux situations apparemment identiques doit éclairer ceux qui veulent y réfléchir sur la valeur du bobard de la guerre idéologique.

La réalité est que la bourgeoisie française, contrairement au prolétariat, ne perd jamais de vue ses intérêts de classe. Elle sait bien que la défaite du fascisme en Espagne est plus lourde de conséquences, pour elle, que son triomphe.

Le fascisme écrasé, c'est à plus ou moins bref délai, la victoire du prolétariat ibérique.

Contre l'éventualité d'avoir une frontière de plus à défendre et celle d'une révolution prolétarienne de l'autre côté des Pyrénées, la bourgeoisie française préfère la première.

Malgré le fameux pacte de non-intervention, l'Angleterre et la France ont laissé l'Allemagne et l'Italie fournir intensément Franco en hommes et en matériel. En France, les gouvernements de Front populaire se sont toujours refusés à lever le blocus parce qu'ils savaient que c'était la condition essentielle de la victoire ouvrière.

C'est pour cette même raison que le prolétariat doit exiger que dans le délai le plus bref, l'Espagne antifasciste puisse acheter

librement en France ce dont elle a besoin pour vaincre.

Toutes les protestations de solidarité sont des phrases creusées si la levée du blocus ne nous permet pas de rendre cette solidarité effective et agissante.

Le prolétariat espagnol doit trouver ici tout ce dont il a besoin : des armes, des vivres et même des volontaires.

Surtout qu'on ne vienne pas nous ressortir que nous allons déclencher la guerre. Ce chantage a assez duré. Nous en avons assez d'entendre ceux qui sont prêts à partir sur un signe de leurs chefs prêcher l'inaction, l'indifférence équivalant dans cette circonstance à la complicité sous-texte que la levée du blocus amènerait pratiquement une conflagration internationale.

On s'est habitué à répéter cette formule sans se rendre compte que ni les circonstances internationales actuelles, ni les intérêts et les possibilités des impérialismes n'en démontrent absolument la valeur.

Après son succès en Autriche, Hitler aurait pu envahir la Tchécoslovaquie, incapable de lui résister. Il a cru plus sage de se déclarer (momentanément sans doute) partisan de son indépendance.

Et puis le prolétariat d'Espagne va succomber à la famine et au manque d'armes. Le fascisme vainqueur outre-Pyrénées présente au moins autant de dangers de guerre que la levée du blocus.

Le Parti communiste demande aussi que cesse l'embargo sur les armes. Mais il est clair que, pour un parti dont l'influence s'étend sur plus d'un million de travailleurs, il ne s'agit que de sauver la face. Si les intérêts du gouvernement stalinien avaient commandé la levée du blocus celui-ci ne serait plus qu'un mauvais souvenir. Des manifestations, une lutte suivie et vigoureuse, l'affirmation de la volonté prolétarienne eussent rapidement triomphé de l'ostacisme capitaliste.

En exigeant et en obtenant la levée du blocus, la classe ouvrière reviendra à la salutaire conception de l'internationalisme prolétarien.

En assurant le triomphe de la révolution en Espagne elle luttera contre les dictateurs fascistes plus efficacement qu'en allant combattre dans les tranchées les prolétaires qu'ils ont asservis.

La véritable guerre antifasciste ce n'est pas la guerre impérialiste, c'est la guerre de classe.

Le prolétariat français doit imposer à sa bourgeoisie la levée du blocus qui étouffe l'Espagne ouvrière.

C'est cette riposte qu'il doit apporter au geste de Hitler. Jacques SANVIGNES.

La C. G. T.
proclame
son sens national.

La Bourgeoisie
affirme son sens
de classe.

Le libéralisme syndicaliste

Le syndicalisme aux ordres du gouvernement

Elles ont fait triste figure, les organisations syndicales, dans les tractations qui ont suivi la démission du Cabinet Chaumet et précédé la formation du ministère Blum.

Ce départ de Chaumet — qui semble avoir eu d'étranges rapports avec l'annexion de l'Autriche par Hitler — a permis de constater la subordination complète des organisations syndicales au Parti communiste. Car nul ne se fait illusion sur la « spontanéité » des réunions organisées un peu partout pour voter des motions demandant « la constitution d'un gouvernement à l'image du Front populaire ». Rares, parmi ces motions, étaient celles qui, relevant au second rang la comédie parlementaire, demandaient à la C.G.T. d'agir, non pas en liaison avec le gouvernement, mais pour défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Les intérêts de la classe ouvrière? Cette formule est devenue sans doute incompréhensible pour les dirigeants.

Ils ne connaissent plus que l'intérêt national, qui, prétendent-ils, se confond avec l'intérêt des ouvriers. Et un secrétaire d'une puissante Fédération répondait à une délégation venue réclamer une action syndicale plus énergique : « En défendant l'intérêt national, nous défendons les intérêts de la classe ouvrière qui fait partie de la nation. »

Mais oui. Mais le patronat aussi fait partie de la nation. Et on ne comprend pas très bien comment le prolétariat, qui lutte contre le pa-

tronat, pourrait s'unir avec lui pour la défense de l'intérêt national.

Cette union incompréhensible, ce mariage de la carpe et du lapin, correspondant cependant assez bien à la position prise par la C.G.T. Elle va même plus loin. Cette union « nationale », elle ne la subit pas. Elle la réclame, elle la provoque et voue au mépris public les droites qui ne sont, à son gré, pas assez nationalistes. Ayant à se faire pardonner une réputation (fausse, du reste) d'internationalisme, la C.G.T. se montre très chatouilleuse en ce qui concerne son patriotisme. Et elle est prête à sacrifier, sur l'autel de la Patrie, toutes les conquêtes de la classe ouvrière.

A commencer par les quarante heures. Si la classe ouvrière n'y prend garde, si elle ne fait pas preuve d'une grande vigilance, si elle ne se montre pas décidée à résister, les quarante heures, dans les usines travaillant pour la Défense nationale d'abord, et partout ailleurs ensuite, ne seront bientôt plus qu'un souvenir. Le patronat aura eu — par la fraude — ce qu'il n'a pu avoir directement. Et il l'aura grâce à la complicité du gouvernement et des dirigeants syndicaux. Certes, la mesure sera enveloppée dans un tas d'excellentes raisons, tous les prétextes, bons ou mauvais, seront invoqués.

On parlera de la nécessité de la défense contre le fascisme. On exaltera la défense du pays et de nos libertés. On dira que le fascisme c'est la guerre, mais on oubliera de dire que la guerre c'est le fascisme.

On va de plus en plus vite lorsque l'on s'engage sur le chemin du reniement.

On commence à tendre la main aux frères du syndicat professionnel, et on finit par l'union nationale avec le patronat que l'on avait pour mission de combattre et de détruire. On laisse de côté la lutte de classes, on accepte l'arbitrage obligatoire et l'on finit par oublier la lutte contre le capitalisme international pour préparer la guerre, nations contre nations, peuples contre peuples. On fait ressortir tous les bons motifs exaltant le chauvinisme. On dit aux uns : « Il faut lutter contre le fascisme, cette peste brune. » Et aux autres : « Il faut lutter contre le communisme, cette peste rouge. » Et les peuples — que l'on a toujours avec des boniments — se jeteront peut-être les uns contre les autres pour vider les querelles (vraies ou affectées) de leurs maîtres.

Il n'est peut-être encore pas trop tard pour éviter cela. Mais la classe ouvrière ne peut compter que sur son action. Il faut d'abord qu'elle dise à ses dirigeants que ce n'est pas pour faire cette besogne qu'ils ont été choisis. Il faut qu'elle leur rappelle que le syndicalisme n'est pas l'union nationale, que le prolétariat est contre la guerre, contre toutes les guerres, quels que soient les bobards qui prétendent le légitimer. La classe ouvrière doit avoir droit à la parole. Il faut d'urgence organiser un congrès confédéral.

GAM.



La situation chez les techniciens

Il faut regretter le peu d'intérêt que portent les travailleurs manuels à la situation des techniciens groupés à leur côté dans la C.G.T., car, contrairement à ce que beaucoup trop pensent, les problèmes des techniciens sont inséparables d'un ensemble de problèmes dont dépend à l'heure actuelle l'existence même du mouvement syndical en France.

ORGANISATION SYNDICALE DES TECHNICIENS

La nécessité de gagner à la cause syndicale ces catégories de salariés jusque-là rebelles à toute forme d'organisation et encore perméables à l'influence patronale incitait, en 1936, la C.G.T. à créer la Fédération des Techniciens, fédération de métiers, forme d'organisation la meilleure pour la prospection syndicale dans ce milieu social, ainsi que l'expérience d'autres pays l'avait démontré.

LES SYNDICATS JAUNES

La venue de l'ensemble des techniciens dans la C.G.T. aurait laissé le patronat isolé devant le bloc ouvrier-techniciens.

C'est pour faire échec à ce bloc qui se renforçait chaque jour dans les usines, que, spéculant sur la vogue considérable du syndicalisme dans tous les milieux à cette époque, le patronat créa ses syndicats « jaunes », afin de paralyser le recrutement massif des techniciens par la Fédération des Techniciens. Celle-ci, à peine née, se trouvait donc déjà aux prises avec deux adversaires : le patronat d'une part et les syndicats « indépendants » ou « professionnels » d'autre part.

L'ORIENTATION DE LA F.D.T.

La Fédération des Techniciens s'éleva contre la « pause ». A son congrès de novembre 1936, elle proclamait :

« Que seule, l'action directe collective des salariés, pouvant aller jusqu'à la grève, préparée, et menée dans la pleine indépendance du mouvement syndical par rapport aux gouvernements, sectes politiques, philosophiques et religieuses, est susceptible de leur faire obtenir satisfaction pour la défense et l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. »

Partant de ce principe vérifié par l'expérience, le Congrès considère :

« Que les occupations des lieux de travail se sont révélées présentement les meilleures formes d'action de la classe ouvrière, celles qui permettent de réaliser au maximum la solidarité agissante des catégories de travailleurs qui, pour des raisons matérielles et psychologiques, avaient conservé jusqu'à ces derniers mois une attitude passive dans le mouvement revendicatif. »

« Le Congrès considère que le mouvement syndical ne saurait retenir comme efficace toute forme d'activité s'éloignant des principes énoncés plus haut. »

« En particulier, il déclare qu'une loi imposant l'arbitrage obligatoire ne peut être conforme à l'intérêt collectif des travailleurs. »

« De nombreuses expériences, dans la période actuelle, qui peut cependant être considérée comme particulièrement favorable, ont montré que les Pouvoirs Publics ne pouvaient se soustraire à la pression des intérêts patronaux. »

« Nous pouvons très bien à l'avenir nous trouver en présence d'une attitude nettement hostile des Pouvoirs Publics et nous le risquerons d'autant plus que nous perdrons notre force et notre combativité. »

« On l'expérience historique du mouvement syndical montre que l'arbitrage obligatoire conduit les salariés à une passivité générale et aboutit soit à la désertion des organisations syndicales, soit à la perte de leur caractère de force indépendante de défense des travailleurs, en face des chambres syndicales patronales. »

C'est cette résolution qui est la cause de toutes les difficultés que devait rencontrer par la suite la Fédération des Techniciens.

PREMIERES DIFFICULTES

Ayant affirmé ainsi son opposition à l'arbitrage obligatoire comme c'était son droit dans l'organisation fédéraliste qu'est encore la C.G.T., la Fédération des Techniciens ne pouvait quand même prétendre faire aboutir ses revendications de salaires par l'action directe de ses seuls syndiqués. Elle dut donc se résigner à la loi commune et demander elle aussi l'arbitrage de ses revendications.

Mais alors que dans la Région Parisienne le puissant Syndicat des Métaux obtenait des patrons la suppression des stades intermédiaires de la loi d'arbitrage et pouvait passer immédiatement à la désignation des arbitres, ces mêmes patrons la refusaient au Syndicat des Techniciens. Il en résulta fatalement un décalage dans l'obtention des rajustements de salaires, décalage qui fut exploité par certains comme la preuve que les Techniciens devaient, pour bénéficier de la puissance des ouvriers, rentrer dans la Fédération ouvrière.

C'était répondre à la question de la structure de l'organisation des techniciens : ans la C.G.T. et ceci par-dessus les organismes confédéraux, seuls habilités pour la modifier.

LA STRUCTURE

La Fédération des Techniciens, fédération de métiers avait été créée comme organisation transitoire, devant disparaître lorsqu'elle aurait réussi à grouper la majorité des techniciens dans la C.G.T., les Techniciens se répartissant à ce moment-là dans leurs Fédérations d'industrie respectives.

Partie en juin 1936 avec 1.500 adhérents, la Fédération des Techniciens groupait en mars 1937 80.000 syndiqués, chiffre appréciable, mais néanmoins insuffisant puisque ne représentant que le dixième de l'effectif total des techniciens du pays.

C'est dire que dans ces conditions la question de la disparition de la Fédération des Techniciens n'avait pas à être posée... du moins pour des gens soucieux de l'avenir du mouvement syndical des techniciens. Mais il y avait les politiques.

LES ADVERSAIRES DE LA FEDERATION DES TECHNICIENS

En se déclarant hostile à la collaboration gouvernementale et à son complément, l'arbitrage obligatoire, la Fédération des Techniciens s'était affirmée comme un élément de perturbation de la « Pause », que pour des causes différentes, réformistes et néo-réformistes du Parti communiste français prônaient à quel mieux.

L'ATTAQUE

C'est aux cris « d'unité » et « d'union » qu'une vaste campagne de dénigrement de la Fédération des Techniciens fut entreprise par les différentes fédérations ouvrières actuellement dans les mains du P. C. L'attaque fut plus particulièrement menée dans la Région Parisienne où successivement les techniciens du Bâtiment, des Produits Chimiques et de l'Aviation furent « travaillés » puis « adoptés » par les Fédérations ouvrières, encouragées par le silence complice des bonzes confédéraux indifférents aux protestations de l'organisation qu'ils avaient eux-mêmes créée pour organiser les techniciens.

L'opération la plus longue et la plus difficile fut ensuite tentée vis-à-vis des Techniciens de la Métallurgie de la Région parisienne dont le Syndicat groupe à lui seul le tiers des effectifs de la Fédération.

GEHACHE.
(A suivre.)

SYNDICAT DES OUVRIERS CUISINIER DU NORD

A l'assemblée générale du Syndicat des Ouvriers Cuisiniers du Nord.

Le syndicat des ouvriers cuisiniers du Nord de la France, réuni en assemblée générale le 4 mars 1938, au Cabaret Flamand :

Après avoir constaté la bienveillance du gouvernement à l'égard du patronat, en lutte ouverte contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière demandée à la C. G. T. de retirer sa confiance et son appui à ce gouvernement qui n'a plus rien de commun avec celui que les ouvriers ont appelé au pouvoir en 1936;

Demande l'application immédiate de la semaine de 40 heures dans tous les jours sans dérogations, dans l'industrie hôtelière.

Demande la mise en œuvre immédiate du projet fédéral concernant le placement, susceptible de donner satisfaction aux travailleurs des corporations boutiquières, et particulièrement aux cuisiniers;

S'élève contre la thèse généralement admise qui voit dans le « Statut moderne du travail » un bienfait pour la classe ouvrière, alors qu'en réalité ce fameux « statut » constituera, même dans le meilleur des cas, une nouvelle chaîne aux pieds du prolétariat.

Cet ordre du jour a été voté à l'unanimité des membres présents.

ECHO D'UN CONGRES

Au congrès des Fonctionnaires de février dernier, Neumeyer, au cours de son exposé sur l'orientation syndicale fit connaître que, dans une lettre qu'un camarade lui avait adressée, lui-ci demandait : « Tout le pouvoir pour les syndicalistes ? »

Une telle expression prononcée dans un congrès dévoué dans sa très grande majorité au sénile et incapable pour ne pas dire monstrueux Front Populaire, voilà qui est inattendu pour le moins.

Enfin apparaissait, ne fut-ce qu'à titre documentaire, l'aspect inconnu en France du syndicalisme : son aspect constructif.

Naturellement Neumeyer s'efforça de mettre en lumière l'expression dangereuse tout en affirmant sa croyance au syndicalisme qui est dit-il « ma passion, je dirais presque ma religion ».

« Tout le pouvoir aux syndicalistes », cela ne fait pas partie des « réalités » de Neumeyer. Et au lieu de voir dans l'expérience syndicale espagnole une preuve éclatante en faveur des possibilités constructives du syndicalisme mondial, il y trouve la preuve contraire et pourtant, la certitude que la C. G. T. a dérobé la véritable solution lorsqu'elle s'est fait le trait d'union des partis (nous dirons nous : leur champ d'expériences), le bon génie l'arbitre du gouvernement.

Neumeyer ignore le travail de la C.N.T. espagnole où il est de mauvaise foi. Parce que la C.N.T. a été amenée à faire des révisions et des constatations, il conclut que la formule « Tout le pouvoir aux syndicalistes » n'est pas viable; mieux, il prétend que la C. N. T. a cessé d'être une organisation anarcho-syndicaliste !!!

Qu'il sache donc, Neumeyer, que la C.N.T. reste une organisation anarcho-syndicaliste qui seule a su faire la véritable révolution économique et sociale, en faveur du prolétariat, et elle n'a rien abdiqué de son rôle ni de sa mission, malgré les révisions et les constatations, en dépit surtout, de la pression exercée sur elle par les politiques du P. S. U.

Mais on sait où Neumeyer veut en venir. Ce qu'il redoute, c'est un isolement du syndicalisme, c'est-à-dire son émancipation totale, un syndicalisme qui réaliserait en France ce que la C. N. T. a fait en Espagne, à savoir : une révolution libérale et non la mise en espalier du capitalisme au moyen du plan réformiste de Jouhaux.

LACARGE.

EST-CE UNE MANŒUVRE ?

Nous avertissons les camarades chômeurs de la région parisienne devant le danger qui menace l'Union des Comités de Chômeurs.

Une proposition a été faite par les syndicats de la Région Parisienne demandant l'intégration de l'Union des Comités de Chômeurs à la C. G. T. afin de prendre en mains les intérêts de ceux-ci. Nous dénonçons le danger à nos camarades chômeurs, car il suffit de jeter un regard sur la C. G. T. actuelle pour se rendre compte de son impuissance à défendre tout d'abord les intérêts des ouvriers. Elle capitule en certains endroits devant l'attaque du Patronat réclamant et organisant un meeting pour protester contre les partis de la minorité qui n'ont pas voulu de l'Union Nationale. On est en droit de se demander comment elle pourrait protéger les comités de chômeurs. Que la C. G. T. nous fasse la proposition de nous aider plus efficacement, oui; il est de notre devoir de serrer les coudes avec nos camarades syndiqués, surtout depuis que la bande à Doriot a organisé des Comités de chômeurs français dans Paris. Aider nos camarades travailleurs en grève? Quoi de plus naturel; les chômeurs l'ont déjà fait en juin 36, et si demain il le fallait, ils recommenceraient certainement. Mais annexer l'Union des comités de chômeurs à la C. G. T. il ne le faut pas; l'Union des comités de chômeurs doit être libre ! — Un Sans Travail.

POUR UN SYNDICAT COMBATTIF

Aux usines à tubes et tuboutis d'Aulnoye, les ouvriers métallurgistes d'Aulnoye viennent d'avoir de ridicules augmentations de salaires à la suite des accords votés dernièrement. Nos salaires ne sont toujours pas augmentés proportionnellement à la croissance du coût de la vie, et il ne peut que nous faire constater que le syndicalisme n'est pas l'union nationale, que le prolétariat est contre la guerre, contre toutes les guerres, quels que soient les bobards qui prétendent le légitimer. La classe ouvrière doit avoir droit à la parole. Il faut d'urgence organiser un congrès confédéral.

Le secrétaire fait preuve d'autoritarisme en choisissant ses délégués en faisant savoir, comme dans la réunion du 7 mars, que les absences ne seront pas tolérées et aucune excuse ne sera admise. Il montre de la nonchalance en laissant faire tous les chefs de service qui commandent les ouvriers comme des bêtes de somme, en laissant augmenter certains délégués de plusieurs centaines sans passer d'essai, alors que les ouvriers ont toutes les peines pour avoir une augmentation dérisoire.

En voilà assez camarades, organisons-nous dans un syndicat qui aura à cœur de défendre les intérêts vitaux de la classe des exploités. — J. B.

LA PAROLE EST MAINTENANT AUX SYNDIQUES

Camarades syndiqués, sans vouloir passer pour des alarmistes, nous le crions : attention! L'Union sacrée est d'ores et déjà chose faite, et l'Union sacrée, c'est la guerre.

Il ne s'agit plus ici de parler à mots couverts. La guerre est inévitable si vous persistez dans votre passivité, si vous ne vous souvenez plus des principes révolutionnaires dont la C.G.T. devrait encore se réclamer; ce n'est que par votre action de tous les jours, que vous pouvez faire reculer l'échéance d'un nouveau 2 août 1914. Camarades, enfin, vous tous qui semblez être actuellement aveuglés par le démagogique poison des stalinistes, qui sont prêts à vous envoyer au massacre pour la défense de l'U.R.S.S., nous vous crions, et cela de toutes nos forces : Attention, la trahison des socialistes de 14 sera la trahison de tous les syndicats et partis politiques de 38 !

Souvenez-vous, camarades, des 9.155.485 cadavres pour que cela ne recommence. Avez-vous déjà songé un instant à ce que pourrait être la prochaine? Savez-vous que contre certains gaz, les masques sont impuissants? C'est à cela surtout qu'il vous faut réfléchir, camarades; ce ne sera pas seulement votre peau qui sera en jeu, mais aussi la vie de vos mères, femmes et enfants. Partout, à l'avant comme à l'arrière, le massacre. Nous nous efforcerons, en tant qu'anarchistes, de faire entendre notre voix avant qu'il ne soit trop tard. Nous avons envie de vous crier : « Est-il possible que vous soyez à ce point aveuglés pour accepter volontairement la mort, sans savoir pourquoi ? »

Camarades, l'Union anarchiste vous lance un suprême appel contre la guerre. Votre devoir est de montrer la trahison de vos dirigeants qui, sous couvert de lutte contre le fascisme, vous emmènent à la boucherie. En aucun moment, les anarchistes n'accepteront la guerre, notre mot d'ordre reste le même :

Révolution, oui.

Guerre, jamais !

Raoul FRANÇOIS.

VALENTON CERCLE SYNDICALISTE

Examinant la position de la C.G.T. devant les risques de guerre, le Cercle syndicaliste constate que la bourgeoisie française est la principale responsable de la situation internationale devant laquelle se trouve le prolétariat de tous les pays. L'ennemi étant dans notre pays, la meilleure arme pour la lutte antiscabiste est de porter au maximum l'action du prolétariat révolutionnaire français.

L'exigence du militarisme (35 milliards en 1938) ne peut rien apporter aux revendications de la classe ouvrière. En 1914 l'union sacrée fut réalisée après la mobilisation; en 1938 elle se prépare avant. Le Cercle syndicaliste de Valenton s'élève contre toutes ces manœuvres tendant à la réalisation de cette union sacrée qui ne rapportera aux ouvriers, que misère et surexploitation, et finalement la guerre et la mort. Le Cercle lance ce mot d'ordre :

« Si tu veux la paix, prépare la révolution. »

CERCLE SYNDICALISTE LUTTE DE CLASSE RENAULT

Les adhérents et sympathisants sont priés de venir à la réunion du Cercle, samedi 19 courant, à 9 h. 30. Une causerie sera faite par un conférencier du Cercle.

A propos d'une résolution

Dans son assemblée du 26 février dernier, un petit syndicat, comptant quelques centaines d'adhérents, le syndicat des correcteurs parisiens, a voté à l'unanimité moins une voix une résolution se terminant par ces mots :

«...Si, en violation de ses statuts et de toutes les résolutions de ses congrès, la C.G.T. décidait un jour de participer à un gouvernement quel qu'il soit, le Syndicat des correcteurs demanderait à la Fédération du Livre de se placer dans l'autonomie. »

Cette autonomie prendrait fin dès que les représentants de la C. G. T. quitteraient le gouvernement. »

Nous ne pouvons que remercier nos camarades correcteurs d'avoir eu le courage et la franchise de poser le problème sur son plan véritable. C'est l'existence même du syndicalisme, sa structure, son idée, son avenir enfin, qui se trouvent remis en question.

Remarquons toutefois que l'entrée de chefs cégétistes dans un gouvernement ne constituerait pas, à proprement parler, un fait nouveau. Elle serait l'aboutissement normal de la position prise par la C.G.T. en 1914, et de toute sa politique depuis cette date jusqu'à ce jour. Le crime de l'union sacrée a été une solidarité trouble entre le bourgeois et les chefs syndicaux. Leurs destinées sont liées, désormais, pour toujours.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les velléités gouvernementales de Jouhaux ont semé l'inquiétude parmi les syndicalistes. Le pape du syndicalisme n'a d'ailleurs pas attendu le Front populaire pour manifester sans vergogne ses aspirations au pouvoir. Nous nous souvenons fort bien que la question fut posée en 1929, au Congrès confédéral. L'imminence du péril provoqua une vive réaction chez les congressistes et Lichon, secrétaire de la Fédération du Livre, alla jusqu'à agiter la menace de scission. Comme à son habitude, notre Léon répondit évasivement, mais fut contraint de reculer. Le danger était momentanément écarté. A cette époque une Fédération aux effectifs modestes comme la Fédération du Livre avait, en néanmoins assez de poids pour influencer le Congrès et éviter la catastrophe.

En serait-il de même aujourd'hui? Nous ne le croyons pas. C'est que, depuis la réalisation de l'Union syndicale, et surtout depuis juin 1936, il y a quelque chose de changé dans la structure même du syndicalisme. Jusqu'à cette date, les effectifs syndicaux comprenaient surtout une minorité d'ouvriers relativement évolués au point de vue idéologique et possédant une conscience de classe assez développée, militants pénétrés, à des degrés divers, de la haute mission du syndicalisme, et qui se différencient nettement de la multitude amorphe. C'est seulement dans les périodes d'effervescence et de revendications que la masse moutonnaire venait se grouper autour d'eux, pour retomber d'ailleurs bien vite dans l'inorganisme.

Ce conglomérat électoral, cette démocratie confuse restait ordinairement soumise à ses démagogues populaires et la qualité d'électeur primait toujours celle de syndiqué.

Et cela est tellement vrai qu'il a fallu un succès électoral sans précédent des démagogues du Front populaire pour déclencher la révolte de juin. La multitude s'est précipitée dans la C.G.T., mais dans une C.G.T. considérée par elle comme « prolongement du Front populaire ». Cette multitude a retrouvé à la tête de la C.G.T. les mêmes démagogues populaires qu'elle avait acclamés sur les tréteaux politiques : les Fractions, Croizat, Arrachart, etc. Dans son esprit, ce sont ces derniers, et non pas Jouhaux et les vieux réformistes, presque toujours ignorés d'elle, qu'elle considère comme les « guides » de la C.G.T., et, pour elle, « L'Humanité » est, beaucoup plus que « Le Peuple », l'organe de la Confédération. Comment en serait-il autrement, lorsqu'on sait la somme d'éducation nécessaire pour faire d'un individu sorti de cette masse amorphe un syndiqué conscient ?

Et lorsque Proudhon exaltait, dans son admirable ouvrage, la *Capacité politique des classes ouvrières*, cela signifiait pour lui que ces classes étaient en train de se séparer du troupeau servile de la démocratie pour forger une nouvelle philosophie sociale, une nouvelle morale, un nouveau droit. Malheureusement, l'Histoire nous a permis de constater que, comme beaucoup de révolutionnaires, Proudhon s'exagérait la conscience politique des ouvriers : ceux-ci ne sont point parvenus à se séparer nettement de la démocratie. Syndiqués aujourd'hui, celle-ci n'est pas syndicaliste, et les chefs qui la mènent sont toujours les mêmes. Grâce à elle, ils sont sur le point de parachever leur œuvre de subordination du syndicalisme aux partis politiques et à l'Etat. Et si la question de la participation au pouvoir se posait au prochain congrès, nul doute que les chefs aimés de la foule, les Fractions, Racamond et autres, ne fassent passer la proposition.

Ce sera la mort de la C.G.T. Par leur participation au pouvoir, les chefs, en déchirant la Charte d'Amiens, prononceront irrévocablement sa dissolution. Le pacte qui lie les syndicats à la C. G. T. une fois répudié par l'une des parties, les syndicats se trouveront automatiquement dans l'autonomie. Il sera donc inutile, comme le font nos camarades correcteurs (1) de réclamer cette autonomie.

Les syndicats se retrouveront libres, et ils pourront travailler à construire une vraie C.G.T., à édifier le nouveau syndicalisme.

GUENNEC.

(1) Remarquons — chose triste — que le syndicat des correcteurs n'aura pas le droit d'être représenté au Congrès Confédéral !

NOTRE ORGANE

« L'Exploité » a paru. Tous les camarades doivent venir le prendre. Les groupes de province sont priés de passer leurs commandes.

Tous au travail pour la diffusion.

R. G.